

La garde d'enfants sur les marchés

Un récit sur les travailleuse·eur·s de l'informel en Afrique du Sud, au Ghana et au Rwanda qui façonnent, développent et mettent en œuvre une politique de garde d'enfants et gèrent des centres de développement de la petite enfance sur les marchés. Ces centres réduisent la charge qui pèse sur les femmes qui travaillent et s'occupent des enfants, ainsi que sur celles qui travaillent en tant que nourrices sans être rémunérées.

Un projet du réseau WIEGO



Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation

Juillet 2024

Autrice :

Jess Nicholson

Interviews :

Laura Alfery (WIEGO)

Rachel Moussié (WIEGO)

Richard Dobson (AeT)

Thuli Moyo (AeT)

Patrick Ndlovu (AeT)

Siyabonga Mdletshe (vendeur de rue à Durban)

Samkelisiwe Sibiya (vendeuse de rue et travailleuse en garderie à Durban)

Nokukhanya Ndlovu (vendeuse de rue à Durban)

Dorcas Ansah (Villes focales de WIEGO)

Kheku Kyere (Villes focales de WIEGO)

Jeanette Nyiramasengesho (SYTRIECI Rwanda)

Madame Mercy Afrowa Needjan (présidente de l'Association du marché du Grand Accra)

Révision :

Laura Alfery

Joan Lombardi

Rachel Moussié

Richard Dobson

Coordination :

Sneha Sharma

Photographie de couverture :

À Warwick Junction. Crédit photo : Jonathan Torgovnik/Getty Images Reportage

Photo de la quatrième de couverture : Marché de Makola, à Accra, au Ghana. Crédit photo : Julian Luckham

Correctrice :

Bronwen Dachs Muller

Coordinateur des traductions :

Agustín Eduardo Vélez

Conception et mise en page :

Anna Gaylard

Matières

Introduction	2
Partenaires	4
Chapitre 1	
Renseignements	5
Le problème de la parentalité	6
La solution	12
Chapitre 2	
Ghana 15	
Développement d'une politique inclusive pour protéger les mères dans l'emploi informel	16
Chapitre 3	
Afrique du Sud	23
Pilotage d'une structure temporaire de garde d'enfants dans le centre-ville de Durban	24
Chapitre 4	
Rwanda	32
Sensibilisation aux besoins, mise en œuvre de politiques et création de garderies	33
Chapitre 5	
Initiatives de garde d'enfants dans le monde pour les travailleuse-eur-s de l'informel	37
L'Association des femmes indépendantes (SEWA)	38
La Unión de Trabajadores y Trabajadoras de la Economía Popular	39
(The Union of Workers in the Popular Economy – UTEP)	39
Conclusion	40
Bibliographie	41



Apprentissage précoce dans la garderie de Makola Market à Accra.
Crédit photo : Kweku Kyere

Introduction



Devant la garderie de Makola Market à Accra.
Crédit photo : Kweku Kyere

QUI SONT LES TRAVAILLEUSE-EUR-S DE L'INFORMEL ?

Les travailleuse-ur-s de l'informel sont des travailleuse-ur-s qui n'ont pas accès aux droits du travail ou aux protections sociales dans le cadre de leur travail. En Afrique, ces travailleuse-ur-s dominent l'activité économique, représentant plus de 80 % de l'emploi². Près de la moitié des travailleuse-ur-s de l'informel sont des travailleuse-ur-s indépendant-e-s à leur propre compte, comme les vendeuse-ur-s de marché et de rue, les récupératrice-ur-s de matériaux et les travailleuse-ur-s à domicile. Cela signifie qu'elles-ils n'ont pas de relation de travail formelle leur donnant accès à des protections et qu'elles-ils sont vulnérables à la pauvreté. Ce livre se concentre principalement sur les besoins des vendeuse-ur-s de rue et de marché.



Avant qu'il n'y ait des garderies dans les marchés du centre-ville de Durban, à Warwick Junction, Samekilisiwe, de 34 ans, mère de famille et vendeuse de rue au marché de Brook Street, se levait chaque jour bien avant l'aube pour préparer ses enfants pour l'école. N'ayant pas les moyens de faire garder son bébé, elle le confiait à un-e voisin-e.

Comme Samekilisiwe et de nombreuses personnes vivant à la périphérie de la ville, Siyabonga, un commerçant de 37 ans du marché Early Morning Market (EMM) dans la ville portuaire de Durban, sur la côte est de l'Afrique du Sud, doit également faire un long trajet pour se rendre au travail dans le centre-ville. Comme il n'existe pas de services de garde d'enfants à proximité du marché, ses revenus sont affectés. Siyabonga explique :

« Je vis à eNanda et je devais faire la navette deux fois par jour pour emmener mon fils à la garderie et me rendre ensuite à l'EMM pour travailler. Cela signifie que je devais dépenser plus d'argent tout en ouvrant mon étal pendant moins d'heures. »

Les commerçant-e-s des marchés et les vendeuse-ur-s de rue sont confronté-e-s à des défis similaires au Ghana et au Rwanda. S'il existe quelques services de garde d'enfants à domicile, les vendeuse-ur-s trouvent peu de garderies abordables et facilement accessibles à proximité de leur lieu de travail. Parfois, les enfants sont laissé-e-s seul-e-s à la maison, chez des voisin-e-s ou des grands-parents, ou sont emmené-e-s par leurs parents sur leur lieu de travail. Aucune de ces solutions n'est idéale. Dans de nombreux cas, les enfants risquent d'être négligé-e-s ou de ne pas atteindre les étapes de leur développement parce qu'elles-ils évoluent dans un environnement peu enrichissant. Les mères –car ce sont surtout les femmes qui portent ce fardeau– sont épuisées et leurs revenus sont compromis.

« Lorsque vous vendez de la nourriture avec un enfant de quelques mois, que vous l'allaitiez et que vous changez ses couches en même temps, les gens n'achètent pas chez vous à cause de la scène désagréable que cela crée ; elles-ils considèrent que c'est dégoûtant et que la nourriture l'est aussi »¹. (Vendeuse de rue ghanéenne)

Le projet « Garde d'enfants sur les marchés » de WIEGO a cherché des moyens de remédier à cette situation. Dans trois pays d'Afrique –l'Afrique du Sud, le Ghana et le Rwanda– avec l'aide d'organisations de travailleuse-ur-s et de partenaires, les travailleuse-ur-s de l'informel rédigent et influencent désormais les politiques qui régissent la garde d'enfants afin de s'assurer que leur voix est entendue et que leurs besoins sont pris en compte. Elles-ils contribuent également à la mise en œuvre de ces politiques en collaborant avec les gouvernements, les municipalités, les syndicats et les spécialistes du développement de la petite enfance. Les travailleuse-ur-s de l'informel mettent en place et gèrent des garderies informelles, à proximité de leur lieu de travail.

¹ Note de synthèse n° 1 de l'OIT et de WIEGO. [Des services de garde de qualité pour les enfants des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle.](#)

² BIT. 2023. [Women and men in the informal economy: A statistical update \[Femmes et hommes dans l'économie informelle : une mise à jour statistique\].](#)

Aujourd'hui, dans l'EMM de Durban, entre les tables remplies de fruits et de légumes frais, se trouve un centre, orné de banderoles *shweshwe* et animé par les chants et les jeux des enfants, où le fils de Siyabonga, âgé de trois ans, peut passer la journée à se divertir tout en étant pris en charge.

Siyabonga peut aller voir son fils quand il le souhaite, tout en travaillant une journée entière. Il a déclaré :

« La garderie d'EMM a été une énorme bénédiction pour moi en tant que commerçant. Je prie la municipalité de s'inspirer de ce type d'initiatives, car elles sont essentielles pour le secteur informel. »

Derrière une petite clôture en bois, entre des étals de tissus colorés et de tabliers, le fils de Samekilisiwe est également pris en charge, ainsi que cinq autres enfants en bas âge. Samekilisiwe a elle-même suivi une formation de travailleuse en garderie.

« Je suis basée à la garderie de Brook Street. Cette structure a une double utilité pour moi. Ma vie était difficile en tant que mère de trois enfants qui travaillait. Je me réveillais à l'aube pour préparer mes enfants à aller à l'école. J'avais l'habitude de demander à un-e voisin-e de s'occuper de mon enfant en bas âge en raison des prix exorbitants des garderies de notre quartier. Aujourd'hui, je gagne ma vie en tant que nourrice et mon enfant fréquente la garderie de l'EMM à un prix moins élevé. »

Ce livre raconte comment le projet « Garde d'enfants sur les marchés » de WIEGO se déroule au Ghana, en Afrique du Sud et au Rwanda, décrit ses défis et ses réussites, et le relie à des projets similaires dans le monde entier.

³ BIT. 2023. *Women and men in the informal economy: A statistical update* [Femmes et hommes dans l'économie informelle : une mise à jour statistique].



QU'EST-CE QUE LES TRAVAILLEUSE·EUR·S DE L'INFORMEL ATTENDENT D'UN CENTRE DE GARDE ?³

En même temps qu'elles se procurent un revenu, les travailleuses de l'informel doivent avoir accès à des services de garde pour leurs enfants qui répondent aux besoins de la mère aussi bien que de l'enfant. Certains parents affirment qu'il est plus pratique d'avoir une garderie près de chez elles-eux car beaucoup de travailleuse-eur-s de l'informel travaillent à domicile. Dans le monde entier, WIEGO facilite des réseaux de soutien aux personnes qui s'occupent d'enfants à domicile. Les travailleuse-eur-s domestiques trouvent parfois plus facile de faire garder leurs enfants près du domicile de leur employeuse-eur. D'autres parents estiment qu'il est plus pratique d'avoir un endroit sûr pour déposer leurs enfants près de leur travail. Mais, avant tout, les parents ont besoin de savoir que leurs enfants sont pris en charge avec amour dans un environnement stimulant.

Les travailleuse-eur-s de l'informel recherchent des garderies qui :

- soient bien situées ;
- proposent des aliments nutritifs ;
- offrent une composante éducative, c'est-à-dire que les personnes qui s'occupent des enfants soient bien formées à l'éducation préscolaire de base ;
- aient des horaires d'ouverture s'adaptant à des horaires longs et irréguliers et sans vacances. Cela peut signifier que les personnes chargées des enfants travaillent par roulement ;
- permettent aux parents d'avoir leur mot à dire sur le fonctionnement de la garderie ;
- facilitent une bonne communication entre les parents et les travailleuse-eur-s en garderie, avec des réunions régulières à des heures qui tiennent compte des horaires de travail ;
- soient abordables. Cela signifie que les services de garde sont soit gratuits, soit largement subventionnés. Dans le cas des garderies payantes, le paiement en plusieurs fois devrait être possible ;
- comprennent un service de santé, tel qu'un-e infirmière-er, ou une personne qui puisse emmener un-e enfant malade à l'hôpital ;
- disposent d'une infrastructure de qualité, notamment d'un espace de jeu adapté aux enfants, de toilettes propres et de mesures de sécurité ;
- aient assez de personnel pour qu'aucun-e enfant ne soit négligé-e.



Asiye eTafuleni (AeT)

<https://aet.org.za/>

AeT a été fondée en 2008 pour combler le fossé grandissant entre l'agenda urbain du gouvernement de la ville et les réalités auxquelles sont confronté-e-s les travailleuse-eur-s de l'informel du centre-ville de Durban –une communauté importante et historique du centre-ville. Le travail et les initiatives d'AeT visent à instaurer une justice spatiale et un accès plus juste à des moyens de subsistance durables pour les travailleuse-eur-s de l'informel dans les espaces publics urbains.



Villes focales de WIEGO

<https://www.wiego.org/fr/villes-focales>

L'initiative des Villes focales de WIEGO soutient les organisations de travailleuse-eur-s de l'informel, de sorte qu'elles puissent s'assurer des lois et des réglementations plus inclusives, de meilleurs services urbains et d'une voix dans les processus de planification urbaine et d'élaboration des politiques. Grâce à cette initiative, WIEGO travaille à la consolidation des capacités organisationnelles et individuelles des travailleuse-eur-s dans des domaines prioritaires identifiés avec les organisations de travailleuse-eur-s en fonction de leurs besoins.



SYTRIECI (Syndicat des travailleuse-eur-s domestiques et indépendants de l'économie informelle)

<https://sytrיעi.org.rw/>

Le SYTRIECI est un syndicat de travailleuse-eur-s indépendant-e-s de l'informel, notamment des commerçant-e-s, des travailleuse-eur-s de l'industrie du vêtement, des récupératrice-eur-s de matériaux et des travailleuse-eur-s domestiques. Fondé en 2014, il compte environ 6900 membres, dont 5500 femmes. StreetNet International et le SYTRIECI ont tous les deux des structures administratives qui respectent la parité hommes-femmes en matière de leadership et de représentation.



StreetNet International

<https://streetnet.org.za/fr/>

StreetNet International est une organisation mondiale de commerçant-e-s de l'informel. Elle forme des alliances avec des vendeuse-eur-s de rue et des commerçant-e-s de marché dans plus de 50 pays. L'objectif de StreetNet International est de rassembler les vendeuse-eur-s de rue et de marché dans la lutte pour leurs droits socio-économiques et pour la justice. Des cours sur les techniques de négociation, la communication stratégique, le financement participatif, les droits et le commerce transfrontalier sont proposés pour renforcer les capacités des organisations sur la base de l'expérience des travailleuse-eur-s de l'informel.

Bailleur-eur-s de fonds

Le projet « Garde d'enfants sur les marchés » a pu être réalisé grâce au soutien de la Fondation Echidna Giving. Echidna Giving est un bailleur de fonds privé qui se consacre aux meilleurs moyens de former les filles, dans les pays à faible revenu, afin de créer un impact positif sur leurs familles, leurs communautés et leurs nations.



Le projet a également reçu des fonds de la Fondation Hewlett et de l'Open Society Foundation.

CHAPITRE 1 RENSEIGNEMENTS



Le problème de la parentalité

La recherche constante de moyens pour gagner de l'argent tout en s'occupant des enfants

Partout dans le monde, les parents qui travaillent doivent sans cesse jongler avec la nécessité de générer un revenu et de s'occuper de leurs enfants en même temps. Et ce sont les femmes qui en subissent le poids : les chiffres mondiaux montrent qu'en moyenne, les femmes effectuent trois fois plus de travail de soins non rémunéré que les hommes par jour⁴. Pour s'occuper de leurs enfants, les femmes doivent souvent perdre des opportunités de revenus et renoncer à leur carrière, et celles qui travaillent rentrent à la maison pour y trouver du travail supplémentaire : la garde d'enfants et les tâches ménagères non rémunérées.

Pour atténuer les inégalités et résoudre les problèmes de garde d'enfants auxquels sont confrontées les mères qui travaillent, les gouvernements ont mis en place (à des degrés divers) des politiques de soutien aux femmes. Les cadres des droits humains ont défini des lignes directrices pour éradiquer la discrimination et protéger les droits humains et les normes du travail⁵. Les conventions et pactes relatifs aux droits humains reconnaissent qu'en ayant accès à des services de garde d'enfants de bonne qualité et abordables, les femmes peuvent mieux contribuer au marché du travail car elles savent que les besoins de leurs enfants sont satisfaits de manière adéquate.

Les politiques en matière de garde d'enfants guident également les gouvernements dans leur devoir de veiller sur les enfants. Des études montrent qu'au cours de leurs cinq premières années, les enfants développent des compétences physiques, émotionnelles et cognitives vitales plus rapidement qu'à n'importe quel autre moment de leur vie. Elles-ils acquièrent également des compétences de communication et de réflexion, qui les préparent à l'enseignement formel. Pour se développer de manière optimale, les enfants ont besoin d'être en sécurité, d'être stimulé-e-s et de recevoir du soutien, de l'amour, de l'attention et une bonne alimentation⁶. Les politiques et les lois sont là pour aider les parents à élever des enfants heureux-eux et en bonne santé et pour veiller à ce que leurs besoins en matière de développement soient satisfaits.

Ainsi, même si les travailleuse-eur-s du secteur formel, comme les travailleuse-eur-s d'usine, les employé-e-s de bureau et les vendeuse-eur-s, n'ont souvent pas accès à des services de garde d'enfants abordables (en particulier celles-ceux qui ne perçoivent pas de salaires élevés), nombre d'entre elles-eux bénéficient d'un congé de maternité rémunéré prévu par la loi. Ce congé permet aux mères de s'occuper de leur bébé sans risquer de perdre leurs revenus.

Certaines mères qui travaillent dans de grandes entreprises bénéficient d'un soutien qui va au-delà des congés payés. Des entreprises telles que Facebook, Apple, Proctor & Gamble et Johnson & Johnson offrent à leurs employé-e-s des centaines d'heures de garde d'enfants subventionnées. Amazon propose des services de garde d'enfants sur place. Google met à disposition des salles où les mères qui allaitent peuvent nourrir leur enfant en toute intimité. La Société financière internationale



À Warwick Junction, à Durban.
Crédit photo : Jonathan Torgovnik

STATISTIQUES

En moyenne, les hommes consacrent une heure et 23 minutes par jour aux soins non rémunérés, contre quatre heures et 25 minutes pour les femmes. En d'autres termes, **les femmes consacrent trois fois plus de temps aux soins non rémunérés**. Les données relatives à 31 pays à revenu faible ou intermédiaire montrent que la garde des enfants est principalement assurée par des personnes non rémunérées en l'absence de services de garde d'enfants disponibles et abordables⁷.

⁴ Note d'orientation de WIEGO, UNICEF et l'OIT. Juillet 2021. [Politiques favorables à la vie de famille à l'intention des travailleurs de l'économie informelle](#).

⁵ Note de synthèse n° 2 de l'OIT et de WIEGO. [Instruments juridiques en matière de droits de l'homme et du travail pour la promotion de services de garde d'enfants pour tous les travailleurs et travailleuses](#).

⁶ Susan Sabaa et Dela Quarshie-Twum. 2021. [Lignes directrices et normes pour les garderies dans et autour des marchés au Ghana](#).

⁷ Note de synthèse n° 1 de l'OIT et de WIEGO. [Des services de garde de qualité pour les enfants des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle](#).

encourage les services de garde d'enfants financés par les employeurs dans les pays à faible revenu, comme à Karachi, au Pakistan, où elle a aidé une entreprise employant 19 000 personnes dans des usines et des moulins à ouvrir des services de garde d'enfants sur place pour les travailleuses de l'usine⁸.

Dans le monde entier, deux milliards de travailleuses occupent des emplois informels. La plupart sont des femmes, et pour elles, la situation est très différente.

⁸ SFI. 2020. [Tackling Childcare \[Prendre en charge la garde d'enfants\]](#).

⁹ Note de synthèse n° 2 de l'OIT et de WIEGO. [Instruments juridiques en matière de droits de l'homme et du travail pour la promotion de services de garde d'enfants pour tous les travailleurs et travailleuses.](#)

¹⁰ Kate Heartfield. 2022. [Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants : une histoire d'impact.](#)

¹¹ Note de synthèse n° 1 de l'OIT et de WIEGO. [Des services de garde de qualité pour les enfants des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle.](#)

¹² Note de synthèse n° 2 de l'OIT et de WIEGO. [Instruments juridiques en matière de droits de l'homme et du travail pour la promotion de services de garde d'enfants pour tous les travailleurs et travailleuses.](#)

¹³ Note de synthèse n° 2 de l'OIT et de WIEGO. [Instruments juridiques en matière de droits de l'homme et du travail pour la promotion de services de garde d'enfants pour tous les travailleurs et travailleuses.](#)

¹⁴ Note de synthèse n° 2 de l'OIT et de WIEGO. [Instruments juridiques en matière de droits de l'homme et du travail pour la promotion de services de garde d'enfants pour tous les travailleurs et travailleuses.](#)

¹⁵ Note de synthèse n° 2 de l'OIT et de WIEGO. [Instruments juridiques en matière de droits de l'homme et du travail pour la promotion de services de garde d'enfants pour tous les travailleurs et travailleuses.](#)


¹⁶ Note d'orientation de WIEGO, UNICEF et l'OIT. Juillet 2021. [Politiques favorables à la vie de famille à l'intention des travailleurs de l'économie informelle](#)

CONVENTIONS ET NORMES SUR LES DROITS HUMAINS

La Convention n° 3 de l'OIT sur la protection de la maternité a été adoptée lors de la première Conférence internationale du Travail en 1919. Elle a jeté les bases des droits humains et des droits du travail en ce qui concerne la protection de la maternité, la sécurité sociale et les services de garde d'enfants pour toutes les travailleuses. La Convention n° 183 sur la protection de la maternité et la Recommandation n° 191 sur la protection de la maternité qui l'accompagne, toutes les deux publiées en 2000, constituent aujourd'hui la convention la plus complète en matière de protection de la maternité. D'autres conventions et recommandations pertinentes sont : la Recommandation n° 12 sur la protection de la maternité (agriculture) de 1921, la Convention n° 103 sur la protection de la maternité (révisée) de 1952, et la Recommandation n° 95 sur la protection de la maternité de 1952, qui l'accompagne⁹.

L'**Organisation internationale du Travail (OIT)** continue de définir les normes internationales du travail, notamment la Convention n° 102 de l'OIT sur la sécurité sociale, la Convention n° 156 de l'OIT sur les travailleuses ayant des responsabilités familiales, la Convention n° 183 de l'OIT sur la protection de la maternité et la Recommandation n° 202 sur les socles de protection sociale de 2012¹⁰.

La Recommandation n° 204 de l'OIT sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle, de 2015, met l'accent sur le besoin de remédier aux inégalités de genre sur le marché du travail et de créer des opportunités de travail décent en fournissant des services de garde d'enfants de bonne qualité. La Recommandation n° 204 stipule que « les Membres devraient encourager la prestation de services de garde d'enfants et d'aide à la personne qui soient de qualité et financièrement abordables, ainsi que l'accès à ces services, afin de promouvoir l'égalité entre femmes et hommes en matière d'entrepreneuriat et de possibilités d'emploi et de permettre la transition vers l'économie formelle » (paragraphe 21)¹¹. L'application de ces normes par les gouvernements est un aspect



essentiel du respect de leurs obligations en matière de droits humains. L'article 25 de la **Déclaration universelle des droits humains** stipule que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille » et que la maternité et l'enfance ont droit à une assistance et à des soins spéciaux¹².

Le **Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels** de 1966 établit également le droit à la sécurité sociale et inclut le droit des mères qui travaillent à des prestations de sécurité sociale. Cela inclut un congé de maternité payé pour toutes les femmes, y compris celles qui exercent un travail atypique, pendant une période raisonnable avant et après l'accouchement.

La **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes**, de 1979, stipule que la protection de l'enfance et de la maternité sont des droits essentiels¹³.

La **Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant**, de 1989, établit des droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et de santé spécifiques pour les enfants. Elle souligne que la famille est l'un des piliers de la société et qu'elle a besoin de protection et d'assistance. La Convention stipule explicitement que « les parties prennent toutes les mesures appropriées pour assurer aux enfants dont les parents travaillent le droit de bénéficier des services et établissements de garde d'enfants pour lesquels ils remplissent les conditions requises » (article 18.3)¹⁴. Cette obligation comprend « la création de conditions d'emploi susceptibles d'aider les parents et les personnes qui s'occupent d'enfants à s'acquitter de leurs responsabilités, notamment grâce à diverses politiques : famille et lieu de travail ; congé parental ; facilitation de l'allaitement maternel ; accès à des services de garde d'enfants de qualité ; salaires permettant un niveau de vie suffisant ; sécurité, sûreté et protection contre la discrimination et la violence sur le lieu de travail »¹⁵. Il conviendrait de prendre des mesures spéciales pour promouvoir le soutien aux mères sur le lieu de travail en ce qui concerne la grossesse et l'allaitement, ainsi que des services de garde d'enfants accessibles et abordables¹⁶.

Soutien insuffisant dans les cadres juridiques et manque de mise en œuvre

Dans la plupart des pays, les décideuse-eur-s politiques ont négligé de consulter ou d'impliquer les travailleuse-eur-s de l'informel ; la politique qui en résulte ne tient donc pas pleinement compte de leurs besoins. Les travailleuse-eur-s de l'informel sont souvent mal payé-e-s, travaillent de longues heures et de manière irrégulière, et se retrouvent dans les vides juridiques lorsqu'il s'agit de protection sociale.

Pas de prestations de travail

Ces travailleuse-eur-s, pour qui il n'existe pas de relation formelle employeuse-eur-employé-e, n'ont pas accès aux prestations de travail, aux allocations ou aux prestations de maternité¹⁷, sont souvent exclu-e-s des régimes d'assurance sociale et ne peuvent pas se permettre de s'absenter de leur travail, malgré les recommandations de la Convention n° 183 de l'OIT sur la protection de la maternité, de 2000. Cette situation contribue à augmenter les taux de mortalité des mères et de leurs bébés¹⁸. Lorsque les cadres juridiques protègent les travailleuse-eur-s de l'informel, il y a souvent un manque de financement et une mauvaise mise en œuvre des projets proposés.

Absence de services de garde d'enfants accessibles

Malgré la migration croissante des travailleuse-eur-s vers les centres urbains dans des pays comme l'Afrique du Sud, le Ghana et le Rwanda, et la complexité qu'entraîne une urbanisation rapide, les villes n'ont pas réussi à planifier et à construire des garderies dans les quartiers à faibles revenus ou dans les zones commerciales densément peuplées¹⁹, et les règlements municipaux n'offrent qu'une faible protection.

Lorsque l'enseignement maternel est disponible, il n'est souvent pas adapté aux horaires des femmes qui travaillent, en particulier celles qui exercent un emploi informel. Dans la capitale du Ghana, Accra, par exemple, le meilleur moment pour vendre dans les rues est tôt le matin et le soir, lorsque les gens se rendent au travail ou rentrent chez eux. Comme l'a dit une vendeuse ghanéenne, « c'est à ce moment-là que votre enfant a le plus besoin de vous », et pourtant les écoles n'ouvrent pas assez tôt pour s'adapter aux horaires des vendeuse-eur-s. Les vendeuse-eur-s expliquent qu'il leur est parfois impossible d'emmener leurs enfants à l'école et de se rendre elles-mêmes au travail à l'heure.

« ... parfois, je fais manquer l'école à mon fils pour la journée afin de pouvoir aller travailler. Il faut que ma farine soit mélangée dans la salle des machines pour que j'aie le temps de frire et de vendre. » (Boulangère et vendeuse ghanéenne de boules de pâte frite)²⁰

¹⁷ Selon l'OIT, « en 2015, au niveau mondial, près de 60 % des femmes ayant des nouveau-nés ne bénéficiaient pas de prestations, contributives ou non, à ce titre (BIT, 2017) ». [Instruments juridiques en matière de droits de l'homme et du travail pour la promotion de services de garde d'enfants pour tous les travailleurs et travailleuses](#). Note de synthèse n° 2 de l'OIT et de WIEGO.

¹⁸ Note de synthèse n° 2 de l'OIT et de WIEGO. [Instruments juridiques en matière de droits de l'homme et du travail pour la promotion de services de garde d'enfants pour tous les travailleurs et travailleuses](#).

¹⁹ Echidna Giving et Imaginable Futures, 2022-2023. [Proposition de subvention de WIEGO. Garde d'enfants pour les travailleuse-eur-s de l'informel](#).

²⁰ Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants : « Nos enfants ne reçoivent pas l'attention qu'ils méritent ». Une synthèse des résultats de recherche sur les travailleuses de l'informel et les services de garde d'enfants de six organisations de base.

²¹ Note de synthèse n° 1 de l'OIT et de WIEGO. [Des services de garde de qualité pour les enfants des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle](#).

²² Note de synthèse n° 2 de l'OIT et de WIEGO. [Instruments juridiques en matière de droits de l'homme et du travail pour la promotion de services de garde d'enfants pour tous les travailleurs et travailleuses](#).

²³ Note de synthèse n° 1 de l'OIT et de WIEGO. [Des services de garde de qualité pour les enfants des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle](#), citant ONU Femmes, 2018, et OIT, 2018a.

STATISTIQUES



Deux milliards de personnes ont un emploi informel, ce qui représente **61,2 %** de l'emploi mondial. La majorité des travailleuse-eur-s de l'informel sont des travailleuse-eur-s indépendant-e-s, pour compte propre (**45 %**), des travailleuse-eur-s familiales-aux collaborant à l'entreprise familiale (**16,1 %**) et des employeuse-eur-s (**2,7 %**)²¹. **Un milliard** de femmes travaillent dans l'informel, avec peu ou pas d'accès à la protection de la maternité.

L'Organisation internationale du Travail estime que seulement **41 %** des mères de nouveau-nés bénéficient d'une allocation de maternité²².

Les responsabilités liées à la garde des enfants entraînent une perte de revenu cumulée pour les travailleuses tout au long de leur vie. Les femmes en âge fertile (25-34 ans) sont **22 %** plus susceptibles de vivre dans l'extrême pauvreté que les hommes.

Au niveau mondial, les taux bruts de scolarisation dans les services d'éducation de la petite enfance pour les enfants de moins de 3 ans n'étaient que de **18,3 %** en 2015 et atteignaient à peine **57 %** pour la scolarisation des enfants âgé-e-s de 3 à 6 ans dans l'enseignement maternel²³.



Les recherches de WIEGO ont révélé que seuls sept des 42 marchés d'Accra disposaient de garderies.
Crédit photo : Jonathan Torgovnik/Getty Images Reportage

« Au moment où j'arrive sur le marché, l'école est encore fermée et je dois donc porter mon bébé sur le dos et attendre. Ensuite, l'école ferme à 14h, et le marché ferme à 18h, et il me faut récupérer mon enfant avant la fermeture de l'école. Et donc, entre 14h et 18h, l'heure où je quitte le marché, j'aurai à garder mon enfant avec moi [...] D'où ma question : est-ce qu'il y a un moyen de résoudre ça ? » (Vendeuse du marché à Accra)²⁴

Les services privés de garde d'enfants sont hors de la portée financière de la plupart des travailleuse-eur-s de l'informel. Là où les services publics de garde d'enfants ne sont pas adéquats, les services privés ne peuvent pas combler le vide. Les garderies privées sont hors de la portée financière de la plupart des travailleuse-eur-s de l'informel, si bien que certain-e-s s'en remettent à des garderies non agréées, dont beaucoup ne respectent pas les normes de qualité et sont gérées par des femmes qui, elles-mêmes, travaillent dans l'informel de longues heures pour un salaire dérisoire. Seuls les centres agréés peuvent bénéficier d'aides et de subventions publiques.

Selon une étude de l'UNESCO, « les frais sont inabornables pour beaucoup de travailleuse-eur-s de l'informel en raison de leurs revenus faibles et irréguliers, y compris dans les centres informels et non réglementés. Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2017/2018 de l'UNESCO a révélé qu'entre 2010 et 2015, dans 52 pays à revenu faible ou intermédiaire, les enfants âgé-e-s de 3 à 4 ans des ménages les plus riches avaient cinq fois plus de chances de participer à un apprentissage organisé que celles-ceux des ménages les plus pauvres »²⁵.

²⁴ Kate Heartfield, 2022. Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants : une histoire d'impact.

²⁵ Note de synthèse n° 2 de l'OIT et de WIEGO. Instruments juridiques en matière de droits de l'homme et du travail pour la promotion de services de garde d'enfants pour tous les travailleurs et travailleuses, citant ONU Femmes, 2018, et UNESCO, 2017.

Des espaces de travail dangereux

Au Ghana, en Afrique du Sud et au Rwanda, où les services de garde d'enfants de qualité et abordables pour les travailleuse·eur·s de l'informel sont largement absents, en particulier dans les zones urbaines, beaucoup de vendeuse·eur·s de rue, de commerçant·e·s de marché et de récupérateur·eur·s de matériaux emmènent leurs enfants travailler avec elles-eux.

« Nous ramassons des matériaux recyclables en grimpant dans des camions en mouvement qui roulent vers le site d'enfouissement. Il faut faire très vite pour les rattraper. Nous sommes nombreuses et il y a même des hommes. On se bouscule pour atteindre l'arrière du camion. Parfois, je ne sais pas quoi faire parce que je ne peux pas laisser mon enfant par terre [...]. D'habitude, je le porte sur mon dos, en espérant de ne pas me faire écraser quand il y a une ruée pour monter sur un camion. On travaille avec des matériaux dangereux, comme le métal, et il y a du danger partout. La plupart du temps, je ne monte pas dans les camions quand il y a trop de monde, de peur que mon enfant se fasse blesser. »²⁶ (Une récupératrice de matériaux sud-africaine)

« Je suis vendeuse de rue à Warwick et mère d'une jolie fille. Les espaces publics ne sont pas un lieu sûr, en particulier pour élever des enfants en bas âge. Je me souviens très bien d'un incident où l'enfant d'une de nos collègues vendeuses s'est blessée en jouant à côté de l'étal de sa mère. J'étais sceptique à l'idée d'emmener mon enfant au travail. » (Nokukhanya Ndlovu, vendeuse de rue sud-africaine)

Les mères qui doivent à la fois travailler et s'occuper de jeunes enfants doivent faire preuve d'une vigilance constante sur les marchés. Dans le bruit et l'agitation des étals et des rues, les enfants curieuse·eux peuvent facilement s'éloigner et se perdre. Les commerçantes de marché trouvent également que s'occuper de jeunes enfants dans des espaces publics interrompt leur travail et affecte leurs revenus.

Ainsi, au lieu d'emmener leurs enfants sur leur lieu de travail, certaines vendeuses les laissent à la maison avec des membres de leur famille. En l'absence de bonnes volontés, elles laissent parfois leurs enfants sans surveillance à la maison, au risque qu'elles-ils soient blessé·e·s ou subissent les conséquences de la négligence. Dans tous les cas, les femmes ont l'impression de sacrifier leurs revenus ou les besoins de leurs enfants.

« En fait il n'y a pas de temps pour les enfants. Nos enfants ne reçoivent pas l'attention qu'elles-ils méritent de notre part. » (Commerçante de marché sud-africaine)²⁷

« Leur éducation est affectée parce que l'attention nécessaire pour suivre leurs progrès ou autres est limitée, car il faut travailler pour pouvoir nourrir la famille ». (Commerçante ghanéenne)²⁸



Crédit photo : courtoisie d'AeT

Les mères qui doivent à la fois travailler et s'occuper de jeunes enfants doivent faire preuve d'une vigilance constante sur les marchés.

²⁶ Kate Heartfield. 2022. Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants : une histoire d'impact.

²⁷ Note de synthèse n° 1 de l'OIT et de WIEGO. [Des services de garde de qualité pour les enfants des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle.](#)

²⁸ Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants : « Nos enfants ne reçoivent pas l'attention qu'elles-ils méritent ». [Une synthèse des résultats de recherche sur les travailleuses de l'informel et les services de garde d'enfants de six organisations de base.](#)

Le niveau de stress maternel augmente considérablement chez les mères qui travaillent²⁹, ce qui peut les amener à arrêter l'allaitement au cours des six premiers mois de vie de leur enfant, même si elles savent qu'un allaitement plus long est meilleur pour la santé de leur enfant (recommandation de l'Organisation mondiale de la santé)³⁰.

« Parfois, vous pensez beaucoup aux enfants lorsqu'elles-ils sont loin de vous. Vous voyez comment les autres enfants sont pris·e·s en charge et vous savez que vous ne faites pas grand-chose pour les vôtres. Cela peut vous faire perdre votre concentration sur le marché et vous empêcher de faire de bonnes ventes. » (Commerçante ghanéenne)³¹

Tant au niveau politique que dans la rue, les enfants ne reçoivent pas les soins dont elles-ils ont besoin pour se développer de manière optimale ; les femmes, de leur côté, ne reçoivent pas les soins dont elles ont besoin pour garantir la sécurité et le bonheur de leurs enfants tout en exerçant leur droit d'accéder à des opportunités de revenus et de contribuer à l'économie.

Les carences en matière de services de garde d'enfants sont comblées par des femmes, salariées ou pas, qui s'occupent souvent d'enfants sans rémunération, en plus de leur propre travail, ou qui offrent des services informels en tant que nourrices. Les femmes sont surreprésentées dans les emplois liés à la garde d'enfants. En plus, il s'agit d'un secteur caractérisé par de faibles salaires et de mauvaises conditions de travail, que ce soit dans le secteur formel ou informel³². Dans les régions à faibles revenus, pour tenter de répondre à l'énorme demande de services de garde d'enfants, des prestataires non agréées proposent des services de garde d'enfants à domicile, et ces travailleuses de l'informel sont souvent débordées et vulnérables à la pauvreté.

Tant au niveau politique que dans la rue, les enfants ne reçoivent pas les soins dont elles-ils ont besoin pour se développer de manière optimale ; les femmes, de leur côté, ne reçoivent pas les soins dont elles ont besoin pour garantir la sécurité et le bonheur de leurs enfants tout en exerçant leur droit d'accéder à des opportunités de revenus et de contribuer à l'économie.

²⁹ Note de synthèse n° 1 de l'OIT et de WIEGO. [Des services de garde de qualité pour les enfants des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle.](#)

³⁰ Note de synthèse n° 2 de l'OIT et de WIEGO. [Instruments juridiques en matière de droits de l'homme et du travail pour la promotion de services de garde d'enfants pour tous les travailleurs et travailleuses.](#)

³¹ Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants : « Nos enfants ne reçoivent pas l'attention qu'ils méritent ». [Une synthèse des résultats de recherche sur les travailleuses de l'informel et les services de garde d'enfants de six organisations de base.](#)

³² [Support Programs for Home-Based Child Care: A Global Study \[Programmes de soutien pour la garde d'enfants à domicile : une étude globale\].](#)



La garderie du marché de Makola est située à proximité de celui-ci, ce qui est très pratique.
Crédit photo : Dean Saffron

Des services de garde d'enfants de bonne qualité, abordables et accessibles, à proximité du domicile et du lieu de travail des travailleuse·eur·s

Face à la crise mondiale des services de garde d'enfants pour les travailleuse·eur·s de l'informel, WIEGO a constaté que des critères de qualité sensibles au genre pour les services de garde d'enfants sur les marchés méritaient d'être pris en compte. Le projet « Garde d'enfants sur les marchés » s'est concentré sur le Ghana et l'Afrique du Sud à partir de 2015, et sur le Rwanda en 2022.

Grâce à l'accès à des services de garde d'enfants abordables et de bonne qualité, les mères qui travaillent dans l'informel peuvent conserver leurs moyens de subsistance, tout en assurant le développement et la sécurité de leurs enfants. Les spécialistes de la psychologie du développement affirment que le premier besoin des jeunes enfants est de ressentir la chaleur émotionnelle et physique d'une personne qui s'occupe d'elles-eux, « et que, par conséquent, la politique en matière de garde d'enfants devrait se concentrer sur des mesures qui renforcent la relation entre ces personnes et les enfants »³³.

Les travailleuse·eur·s de l'informel doivent pouvoir emmener leurs enfants au travail et disposer de structures d'accueil à proximité, de la même manière que les entreprises offrent à leurs employé·e·s des services de garde d'enfants sur place et que les travailleuse·eur·s d'usine du secteur formel bénéficient de la mise en place de politiques tenant compte des besoins des familles³⁴. Pour que cela devienne une réalité, l'offre de services de garde d'enfants sur les marchés doit être abordée à la fois au niveau politique et au niveau de la mise en pratique, afin de tenir compte des espaces publics au sein desquels les travailleuse·eur·s de l'informel gagnent leur vie. Tel est l'objectif du projet « Garde d'enfants sur les marchés ».

³³ Analyse documentaire de l'Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants.

³⁴ SFI. [Tackling Childcare Program \[Programme de prise en charge de la garde d'enfants\]](#).

Une politique réfléchie : inclure les travailleuse·eur·s de l’informel

Le projet a plaidé en faveur de services de garde d’enfants de bonne qualité, dans le double but de protéger les droits des enfants et les droits du travail de leurs mères, en particulier celles qui travaillent dans l’informel.

« Les organisations de base ont la possibilité d’influencer les politiques de garde d’enfants par le biais des réseaux nationaux et régionaux de développement de la petite enfance. Ces derniers exigent des investissements plus importants dans la garde d’enfants et des emplois de qualité, ainsi qu’une collaboration avec les gouvernements sur la conception des programmes de garde d’enfants et la formation des prestataires de services dans ce secteur. Les organisations de travailleuse·eur·s devraient se faire entendre clairement dans ces espaces politiques car le secteur de la garde d’enfants peut générer des opportunités d’emploi, même si ce travail reste sous-estimé et continue d’être effectué par des femmes. (BIT, 2018b ; Staab et Gerhard, 2010). »³⁵

Les travailleuse·eur·s de l’informel ont toujours été ignoré·e·s en matière de politique et d’urbanisme. Le projet « Garde d’enfants sur les marchés » a donc voulu faire entendre leur voix. Il a eu pour objectif de permettre aux travailleuse·eur·s, par la formation et la pratique, d’exprimer leurs besoins et de s’engager avec succès auprès des municipalités et des fonctionnaires. Les travailleuse·eur·s de l’informel affirment qu’elles-ils veulent être reconnu·e·s en tant que travailleuse·eur·s, faire entendre leur voix et s’engager auprès des autorités à tous les niveaux de gouvernement pour apporter des changements³⁶.

Les travailleuse·eur·s de l’informel souhaitent avoir la possibilité de participer pleinement à l’élaboration et à la mise en œuvre des politiques qui les concernent, de prendre part aux discussions au sein des assemblées locales lorsqu’elles élaborent des réglementations, et d’avoir le pouvoir de faire évoluer la prestation de services.

Partenariat avec AeT, Villes focales Accra et SYTRIECI

L’équipe de Villes focales Accra de WIEGO et l’organisation à but non lucratif Asiye eTafuleni de Durban ont rejoint le projet « Garde d’enfants sur les marchés » en 2015. Ces organisations, opérant sur les marchés et dans d’autres espaces publics depuis de nombreuses années, étaient bien placées pour faire entendre la voix des travailleuse·eur·s de l’informel. Au Rwanda, le Syndicat des travailleuse·eur·s domestiques et indépendant·e·s de l’économie informelle (SYTRIECI) a commencé à travailler sur le projet en 2022.

Au Ghana, l’accent est mis sur l’élaboration de lignes directrices pour les services de garde d’enfants sur les marchés au niveau des politiques publiques, et sur la possibilité pour les vendeuse·eur·s de rue et les commerçant·e·s de marché de s’exprimer dans le cadre de ce processus. En Afrique du Sud, un service temporaire de garde d’enfants est mis à l’essai pour répondre aux problèmes d’infrastructure urbaine. Au Rwanda, où des politiques de garde d’enfants ont été

Au Ghana, l’accent est mis sur l’élaboration de lignes directrices pour les services de garde d’enfants sur les marchés au niveau des politiques publiques, et sur la possibilité pour les vendeuse·eur·s de rue et les commerçant·e·s de marché de s’exprimer dans le cadre de ce processus. En Afrique du Sud, un service temporaire de garde d’enfants est mis à l’essai pour répondre aux problèmes d’infrastructure urbaine. Au Rwanda, où des politiques de garde d’enfants ont été adoptées, l’objectif est de veiller à ce qu’elles soient mises en œuvre et à ce que les questions de garde d’enfants soient prises en compte.

³⁵ Note de synthèse n° 2 de l’OIT et de WIEGO. Instruments juridiques en matière de droits de l’homme et du travail pour la promotion de services de garde d’enfants pour tous les travailleurs et travailleuses.

³⁶ Analyse documentaire de l’Initiative de WIEGO pour la garde d’enfants.

adoptées, l'objectif est de veiller à ce qu'elles soient mises en œuvre et à ce que les questions de garde d'enfants soient prises en compte.

Dans ces trois pays, les partenaires attirent l'attention sur les conditions de travail difficiles et les autres défis auxquels sont confrontées les travailleuses de l'informel, afin de reconnaître les inégalités et les rôles multiples des femmes. L'objectif est de changer les perspectives et de faire des lieux de travail informels des lieux légitimes pour les services de garde d'enfants dans les espaces urbains. Il est important de faire de la sécurité des femmes et de leurs enfants une priorité et de faire évoluer le discours pour que les services de garde d'enfants de bonne qualité soient considérés comme un soutien essentiel au développement de la petite enfance.

Une autre stratégie du projet consiste à créer des alliances entre les travailleuse-eur-s de l'informel, les responsables des politiques de développement de la petite enfance et les urbanistes afin de négocier avec les gouvernements locaux et nationaux des services de garde d'enfants de bonne qualité et abordables sur les marchés ou à proximité de ceux-ci³⁷.

Dans le meilleur des cas, les garderies doivent être gratuites ou fortement subventionnées, avec des horaires d'ouverture qui tiennent compte des horaires quotidiens de tou-te-s les travailleuse-eur-s. Le personnel des garderies doit recevoir une formation appropriée et voir ses compétences et qualifications reconnues, et travailler dans des infrastructures appropriées, en liaison avec les services de santé. Les centres doivent avoir une composante éducative et fournir des aliments nutritifs. **Les travailleuse-eur-s devraient également avoir leur mot à dire dans la gouvernance des garderies**³⁸. Dans ces trois pays, les choses avancent, pas à pas.

³⁷ Plumbley, R. 2021. Rapport d'évaluation du projet : Lignes directrices sur le développement de la petite enfance pour la garde des enfants dans et autour des marchés en Afrique subsaharienne.

³⁸ Note de synthèse n° 1 de l'OIT et de WIEGO. [Des services de garde de qualité pour les enfants des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle.](#)

³⁹ Note de synthèse n° 1 de l'OIT et de WIEGO. [Des services de garde de qualité pour les enfants des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle.](#)

⁴⁰ Note d'orientation de WIEGO, UNICEF et l'OIT. Juillet 2021. [Politiques favorables à la vie de famille à l'intention des travailleurs de l'économie informelle.](#)

⁴¹ Note de synthèse n° 1 de l'OIT et de WIEGO. [Des services de garde de qualité pour les enfants des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle.](#), citant UNESCO, 2006, et Nores et Barnett, 2010.

STATISTIQUES



QUI A ACCÈS À LA GARDE D'ENFANTS ?

Selon une analyse de la Banque mondiale, plus de 40 % des enfants en dessous de l'âge de l'école primaire, soit près de 350 millions d'enfants, n'ont pas accès à des services de garde d'enfants. La

recherche sur l'éducation et la protection de la petite enfance a démontré que des soins de qualité pendant les 1000 premiers jours de la vie d'un-e enfant ont des effets bénéfiques sur son développement tout au long de sa vie et contribuent à une meilleure nutrition, à une meilleure éducation et à une meilleure santé. C'est particulièrement le cas pour les enfants issu-e-s de milieux défavorisés³⁹. On estime que 250 millions d'enfants de moins de cinq ans risquent de ne pas atteindre leur potentiel de développement⁴⁰.

« En 2015, 0,8 milliard d'enfants de moins de six ans et 1,1 milliard d'enfants âgés de 7 à 15 ans avaient besoin de [services de soins] (BIT, 2018a).

D'ici à 2030, viendront s'y ajouter quelque 0,1 milliard d'enfants âgés de 6 à 14 ans, et le nombre de personnes âgées augmentera. Cela représente un défi de taille, mais ouvre aussi des perspectives pour les marchés du travail d'aujourd'hui et de demain. Les lacunes actuelles de services de soins à autrui abordables et de qualité, ainsi que la prévalence des emplois informels et faiblement rémunérés dans ce secteur, augmentent la pression et le fardeau qui pèsent sur les femmes et les filles issues de ménages défavorisés et creusent davantage les inégalités, notamment entre les hommes et les femmes. »⁴¹

CHAPITRE 2 GHANA



Développement d'une politique inclusive pour protéger les mères dans l'emploi informel

Les marchés d'Accra sont une source d'emploi pour plus de 40 % des travailleuses⁴². Le plus grand marché de la ville, celui de Makola, fonctionne sans relâche. Les commerçant·e·s s'y installent sept jours sur sept, de l'aube à la nuit tombée, et le marché –un labyrinthe de passages étroits et animés– regorge de produits alimentaires, de bijoux, de médicaments, de souvenirs, d'articles ménagers, de vêtements et de gadgets électriques.

Pas de place pour les enfants

Les femmes qui travaillent sur les marchés ont des horaires très lourds. Pour celles qui sont également mères, rester à la maison pour s'occuper des bébés ou des enfants en bas âge n'est pas une option envisageable : pas de travail, pas de salaire. Il n'existe qu'une seule garderie subventionnée par le gouvernement sur le marché de Makola. Les autres garderies officielles ne sont ni abordables ni accessibles. Beaucoup n'ouvrent qu'à 8 heures du matin, bien après que les vendeuse·eur·s aient commencé à travailler, et ferment à 14 heures, bien avant qu'elles·ils n'aient terminé. Certain·e·s commerçant·e·s utilisent des installations informelles pour les enfants, mais celles-ci sont souvent éloignées des étals des commerçant·e·s et ne répondent pas toutes aux normes des centres de développement de la petite enfance agréés et plus formels.

Ainsi, lorsque Dorcas Ansah, coordinatrice de la Ville focale Accra, a rejoint WIEGO en 2009, le besoin de services de garde d'enfants sur les marchés est apparu comme une priorité. Elle a souligné :

« J'ai présenté cette question à WIEGO comme un domaine clé sur lequel il fallait réfléchir. Lorsque nous avons observé le travail des vendeuse·eur·s de rue et des commerçant·e·s de marché, nous avons réalisé qu'il y avait beaucoup d'enfants sur le marché... J'ai vu beaucoup de porteuse·eur·s porter leur charge sur la tête et leurs enfants sur le dos. »⁴³

Pour les commerçant·e·s qui amènent leurs enfants au travail, leur sécurité est une préoccupation constante. Le risque que les enfants disparaissent dans la foule des client·e·s est toujours présent. En plus, l'infrastructure du marché offre peu de protection contre les intempéries. S'il fait trop chaud ou s'il pleut, les vendeuse·eur·s ne peuvent pas amener leurs enfants au travail et ne perçoivent donc pas de salaire.

Avant le projet, le Ghana s'était engagé en faveur du développement de la petite enfance par le biais de nombreuses politiques et de cadres juridiques qui s'alignent sur les objectifs mondiaux (tels que le cadre de l'OMS sur les soins attentifs pour le développement de la petite enfance et les objectifs du Millénaire pour le développement). Ces politiques ont été conçues pour protéger les

⁴² ECDAN. Blog de partenaire : [Childcare Services in Urban Informal Workplaces \[Services de garde d'enfants dans les lieux de travail informels urbains\]](#).

⁴³ Kate Heartfield. 2022. Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants : une histoire d'impact.

⁴⁴ Note d'information statistique n° 21 de WIEGO. [Les travailleuse·eur·s de l'informel au Ghana : un aperçu statistique.](#)

STATISTIQUES



- Dans le Grand Accra et au niveau national, les femmes représentent **54 %** de l'ensemble des travailleuse·eur·s et les hommes en représentent **46 %**.
- L'emploi informel représente **89 %** de l'emploi au niveau national et **83 %** dans les zones urbaines.
- Au niveau national, **92 %** des femmes employées occupent un emploi informel, contre 86 % des hommes.
- Dans le Grand Accra, **87 %** des femmes sont dans l'emploi informel, contre **79 %** des hommes.
- Le commerce de marché représente près de **40 %** de l'emploi des femmes dans le Grand Accra et dans les zones urbaines du Ghana, et près de **30 %** au niveau national.
- Le commerce de marché et le travail à domicile regroupent les trois quarts des emplois des femmes dans le Grand Accra et environ les deux tiers dans les zones urbaines du Ghana⁴⁴.

droits humains et le développement, mais la plupart d'entre elles sont génériques et ne reconnaissent pas les besoins des travailleuse-ur-s de l'informel⁴⁵. Même lorsque des politiques existent, elles ne sont pas toujours exécutées ou soutenues financièrement.

Le cadre politique pour la protection et le développement de la petite enfance de 2004, par exemple, ne reconnaissait pas le travail supplémentaire qu'effectuent les femmes ayant un emploi par rapport aux hommes ; il n'abordait pas non plus les difficultés d'accès aux services rencontrées par les ménages disposant de moyens limités⁴⁶. Le cadre ne prévoyait rien pour les enfants de moins de trois ans et les politiques étaient appliquées dans tous les secteurs, qu'ils soient formels ou informels. La politique ne reflétait donc pas les réalités des familles qui travaillent, en particulier les travailleuse-ur-s de l'informel et les heures de garde dont elles-ils ont besoin, ni le fait que les familles ont souvent des besoins simultanés de garde pour les nourrissons, les enfants en bas âge, les enfants d'âge préscolaire et les enfants d'âge scolaire.

Une évaluation du cadre politique de 2004 a montré que le processus d'élaboration de la politique manquait d'une « évaluation indispensable des besoins suffisamment solide pour saisir les besoins fondamentaux de la garde des enfants en bas âge dans le contexte ghanéen et en particulier les questions d'équité générées par les problématiques économiques et de genre », comme le précisent Susan Sabaa et Dela Quarshie-Twum dans un rapport de WIEGO⁴⁷.

Au niveau gouvernemental, de nombreux problèmes de garde d'enfants affectant les commerçant-e-s de marché et les vendeuse-ur-s de rue ont eu tendance à passer entre les mailles de la bureaucratie, principalement parce qu'ils relèvent de différents ministères (santé, éducation, travail, sécurité sociale, droits des femmes et protection de l'enfance), ce qui rend la prise de décision difficile et paralyse la prestation de services⁴⁸.

Plus important encore, avant le projet « Garde d'enfants sur les marchés », les travailleuse-ur-s de l'informel n'avaient jamais été consulté-e-s par les législature-ur-s ou les municipalités sur leurs besoins spécifiques, qui n'avaient donc pas été pris en compte dans les cadres d'orientation. Dorcas a constaté que les documents et politiques existants étaient « silencieux et aveugles » aux besoins des travailleuse-ur-s de l'informel et aux problèmes spécifiques de la mise en pratique⁴⁹.

Dorcas a également constaté que, sur le terrain, les autorités locales et nationales n'étaient pas au courant des problématiques auxquelles sont confronté-e-s les vendeuse-ur-s de marché et de rue, ni de la manière dont les exigences pratiques des centres de garde d'enfants diffèrent de l'offre du système d'éducation traditionnel⁵⁰.

Le projet visait donc à revoir les politiques existantes en matière de garde d'enfants, en consultation avec les vendeuse-ur-s de marché, afin de s'assurer que les besoins des travailleuse-ur-s de l'informel étaient réellement représentés et que les voix des vendeuse-ur-s de marché étaient entendues.

⁴⁵ ECDAN. Blog de partenaire : [Childcare Services in Urban Informal Workplaces \[Services de garde d'enfants dans les lieux de travail informels urbains\]](#).

⁴⁶ Susan Sabaa et Dela Quarshie-Twum. 2021. [Lignes directrices et normes pour les garderies dans et autour des marchés au Ghana](#).

⁴⁷ Susan Sabaa et Dela Quarshie-Twum. 2021. [Lignes directrices et normes pour les garderies dans et autour des marchés au Ghana](#).

⁴⁸ [Child Care Services and Women's Work \[Services de garde d'enfants et travail des femmes\]](#), webinaire, 2021.

⁴⁹ Dorcas Ansah, interview, 26/10/2021. Plumbley, R. 2021. [Rapport d'évaluation du projet : Lignes directrices sur le développement de la petite enfance pour la garde des enfants dans et autour des marchés en Afrique subsaharienne](#).

⁵⁰ Dorcas Ansah, interview, 26/10/2021. Plumbley, R. 2021. [Rapport d'évaluation du projet : Lignes directrices sur le développement de la petite enfance pour la garde des enfants dans et autour des marchés en Afrique subsaharienne](#).

LES POLITIQUES DU GHANA AVANT LE PROJET



- **L'article 28 de la Constitution de 1992** du Ghana protège les droits de l'enfant en matière de développement.
- Le **cadre d'action politique du Ghana pour les soins et le développement de la petite enfance de 2004** a jeté les bases pour des progrès significatifs dans ce domaine, puisqu'il prévoit notamment :
 - une politique et des stratégies pour améliorer la santé des enfants de moins de 5 ans ;
 - des normes et des indicateurs d'apprentissage préscolaire pour les enfants de 4 à 5 ans ;
 - des normes de soins et de développement de la petite enfance (0 à 3 ans).
- Le Ghana a instauré deux années d'enseignement préprimaire en 2007 dans le cadre de son engagement en faveur de l'éducation de base gratuite et obligatoire. Le pays a également mis en place un système d'enregistrement des naissances et des objectifs précis en matière de santé et de nutrition infantiles et maternelles.

Faire face à la crise : recherche, unité et politique

Les recherches de WIEGO ont fait ressortir que seuls 7 des 42 marchés d'Accra disposaient de garderies et que le seul marché où une garderie avait été construite par le gouvernement était le marché de Makola. La garderie du marché de Makola dessert les commerçant-e-s d'Accra depuis les années 1980.

Dorcas et son équipe se sont rendu-e-s au marché de Makola et ont entamé une série de dialogues et de consultations avec les commerçant-e-s, traçant la carte du marché au fur et à mesure. Elles-ils ont organisé des ateliers avec des travailleuse-ur-s de l'informel afin d'obtenir leur avis sur les mesures politiques qu'elles-ils souhaiteraient voir prises en matière de garde d'enfants.

Mais la COVID-19 a frappé et le monde a été confronté à une pandémie susceptible de mettre fin à des vies et de détruire des moyens de subsistance. La vie est devenue très difficile pour les commerçant-e-s. L'une d'entre elles-eux a déclaré à l'époque :

« J'aurais aimé rester à la maison pour m'occuper de lui jusqu'à ce que je puisse le confier à quelqu'un d'autre, mais je n'ai pas pu car j'avais besoin de revenus. En cette période de pandémie, la meilleure solution était de rester à la maison pour s'occuper de lui afin de prévenir le virus, mais je n'ai pas pu et j'ai dû l'emmener au marché. »⁵¹

La pression exercée par la pandémie sur les questions de santé et de sécurité dans les lieux de commerce informels et l'attention qu'elle a suscitée dans les médias

La pression exercée par la pandémie sur les questions de santé et de sécurité dans les lieux de commerce informels et l'attention qu'elle a suscitée dans les médias internationaux ont toutefois permis à l'équipe de WIEGO d'insister sur la nécessité d'élaborer des lignes directrices en matière de garde d'enfants.



Les mères qui travaillent au marché de Makola n'ont pas eu d'autre choix que d'emmener leurs enfants avec elles au travail pendant la pandémie de la COVID-19. Crédit photo : Benjamin Forson

⁵¹ Note d'orientation de WIEGO, UNICEF et l'OIT. Juillet 2021. [Politiques favorables à la vie de famille à l'intention des travailleurs de l'économie informelle.](#)

internationaux ont toutefois permis à l'équipe de WIEGO d'insister sur la nécessité d'élaborer des lignes directrices en matière de garde d'enfants⁵².

Mais l'équipe a dû faire face à d'autres défis.

Le marché de Makola lui-même était un espace politique instable, avec des frictions de longue date entre les fonctionnaires locaux et les dirigeant-e-s du marché⁵³. Les commerçant-e-s de marché et les vendeuse-ur-s de rue estimaient que les fonctionnaires n'avaient qu'une compréhension très limitée de leurs problèmes et qu'elles-ils avaient manqué à leur devoir de prestation de services. Les commerçant-e-s ont donc pris l'initiative de s'attaquer aux problèmes du marché. Au début, personne n'était intéressé par la coopération ou la collaboration. Comme l'a dit Dorcas :

« Nous sommes entré-e-s dans une région où il y avait des conflits de longue date entre les dirigeant-e-s du marché et les fonctionnaires municipales, mais il fallait que tout le monde soit présent autour de la table. Les dirigeant-e-s du marché étaient content-e-s que nous réalisions le projet, mais moins content-e-s de s'asseoir avec l'assemblée municipale, ce qui a donné lieu à un véritable bras de fer. »⁵⁴

Les commerçant-e-s craignaient qu'une fois la municipalité impliquée, les dirigeant-e-s du marché ne perdent à nouveau leur voix et leur vote. Grâce à des consultations, des négociations et des médiations déterminées entre les deux groupes, l'équipe de WIEGO a réussi à former un groupe, appelé groupe de référence, où tout le monde était représenté⁵⁵. L'équipe a établi une relation solide avec le maire, qui s'est montré très réceptif et a mis l'équipe en contact avec le directeur de l'aide sociale d'Accra, à qui il a demandé de « laisser réussir ce projet »⁵⁶.

Le groupe de référence était composé de parents d'enfants fréquentant des garderies basées sur des marchés à Makola et Ga Est (dans la partie ouest du Grand Accra), de représentant-e-s d'organisations de commerce informel, de travailleuse-ur-s en garderie, de fonctionnaires du département de l'Aide sociale de l'Assemblée métropolitaine d'Accra et de l'Assemblée de Ga Est, de représentant-e-s du département de l'Enfance du ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale (MoGCSP), d'un spécialiste de l'urbanisme et d'une experte en matière de développement de la petite enfance⁵⁷. Dorcas a expliqué :

« L'une de nos principales priorités a été d'instituer le groupe de référence, l'organe de décision le plus élevé, où toutes les parties prenantes étaient réunies autour d'une table, et nous avons facilité ces discussions. Cela a vraiment aidé à construire des liens et les questions ont été débattues de manière impartiale. Cela a aidé les gens à oublier

⁵² Echidna Giving et Imaginable Futures. 2022-2023. Proposition de subvention de WIEGO. Garde d'enfants pour les travailleuse-ur-s de l'informel.

⁵³ Kate Heartfield. 2022. Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants : une histoire d'impact.

⁵⁴ [Child Care Services and Women's Work \[Services de garde d'enfants et travail des femmes\]](#), webinaire, 2021.

⁵⁵ Plumbley, R. 2021. Rapport d'évaluation du projet : Lignes directrices sur le développement de la petite enfance pour la garde des enfants dans et autour des marchés en Afrique subsaharienne.

⁵⁶ Plumbley, R. 2021. Rapport d'évaluation du projet : Lignes directrices sur le développement de la petite enfance pour la garde des enfants dans et autour des marchés en Afrique subsaharienne.

⁵⁷ Susan Sabaa et Dela Quarshie-Twum. 2021. Lignes directrices et normes pour les garderies dans et autour des marchés au Ghana.

Les commerçant-e-s craignaient qu'une fois la municipalité impliquée, les dirigeant-e-s du marché ne perdent à nouveau leur voix et leur vote. Grâce à des consultations, des négociations et des médiations déterminées entre les deux groupes, l'équipe de WIEGO a réussi à former un groupe, appelé groupe de référence, où tout le monde était représenté



Selon Dorcas Ansah, coordinatrice de la Ville focale Accra, l'équipe avait travaillé dur pour garantir une approche inclusive. Crédit photo : Julian Luckham

leurs propres empires et intérêts. Nous les avons sortis de leur zone de confort et leur avons dit : “Écoutez, il s’agit de l’avenir. Il s’agit du Ghana”. Je crois que l’utilisation du groupe de référence comme décideur au plus haut niveau, ayant tout le monde à table, a beaucoup aidé. Il fallait que toutes les parties intéressées soient là. »⁵⁸

Le groupe de référence a rapidement gagné en crédibilité et a été invité à participer à un bilan de la politique nationale en matière de développement de la petite enfance et à formuler des recommandations en vue de sa révision. Le programme Villes focales Accra de WIEGO a consulté le MoGCSP et le département de l’Enfance. L’équipe a examiné les projets de politiques de développement de la petite enfance et a contribué à la politique du MoGCSP dans le domaine de la santé et de la nutrition. La contribution de l’équipe a été acceptée par le ministère et incluse dans le document final de la politique.

Dorcas a indiqué que, lors de l’examen de la politique, un autre défi consistait à doter les travailleuse-eur-s de l’informel de connaissances suffisantes pour s’engager efficacement au niveau politique. Cela était nécessaire pour s’assurer que le processus ne devienne pas un processus du haut vers le bas :

« Nous devons préparer les travailleuse-eur-s afin qu’elles-ils aient la capacité d’examiner les politiques nationales, de les analyser et de les comprendre. Nous avons beaucoup travaillé pour nous assurer que l’approche était inclusive pour tout le monde. »⁵⁹

Il existe désormais un document complet de lignes directrices pour les garderies, comprenant des normes, des bonnes pratiques et des structures de gouvernance.



LIGNES DIRECTRICES ET NORMES POUR LES GARDERIES DANS ET AUTOUR DES MARCHÉS AU GHANA

Les lignes directrices comprennent :

- des valeurs et des principes pour les services en faveur du développement de la petite enfance ;
- des normes et des bonnes pratiques pour des services destinés à la petite enfance de haute qualité, inclusifs et sensibles au genre, dans et autour des marchés ;
- des indicateurs pour le suivi d’une prise en charge adaptée ;
- des structures de gouvernance pour les garderies ;
- des recommandations pour des partenariats de collaboration avec les parents, les familles et les communautés ;
- des considérations relatives au coût et au financement ;
- des considérations relatives à l’emplacement et à la construction ;
- des exigences en matière d’enregistrement des prestataires de services ;

⁵⁸ Kate Heartfield. 2022. Initiative de WIEGO pour la garde d’enfants : une histoire d’impact.

⁵⁹ Child Care Services and Women’s Work [Services de garde d’enfants et travail des femmes], webinaire, 2021.

Quel avenir pour les vendeuse·eur·s de rue et de marché d'Accra ?

Les vendeuse·eur·s de rue et de marché ont besoin d'aide pour mettre en œuvre les lignes directrices et les normes relatives aux garderies dans les 29 municipalités sous-métropolitaines d'Accra. En collaboration avec les vendeuses de rue, les travailleuses en garderie, les dirigeantes de marché et les autorités locales, cette mise en œuvre implique le renforcement des capacités et la formation des parties prenantes aux processus définis dans les lignes directrices. À long terme, l'objectif est que les lignes directrices et les normes en matière de garde d'enfants soient adoptées et reconnues par le ministère ghanéen de l'Enfance et par les réseaux mondiaux.

Les vendeuse·eur·s de marché et de rue veillent à ce que les services de garde d'enfants soient abordables. Certains centres fonctionnent grâce aux frais de scolarité payés par les parents et à la nourriture offerte par les vendeuse·eur·s.

Madame Mercy Afrowa Needjan, présidente de l'Association du marché du Grand Accra (AMA) et ancienne directrice du centre de garde d'enfants du marché de Makola, a déclaré

qu'elle avait constaté de nombreuses améliorations dans le centre. Selon elle, il est nécessaire de créer des espaces pour accueillir davantage de nourrissons et d'enfants en bas âge :

« Il y a eu quelques améliorations positives dans la garderie. Cependant, j'ai remarqué que les mères amènent leurs enfants à la garderie lorsqu'ils sont très petit·e·s. Lorsqu'ils grandissent, les parents les retirent de la garderie et les emmènent dans des écoles proches de leur domicile. En effet, les mères se lèvent à l'aube pour aller au marché et, si elles ont des bébés, elles les portent sur leur dos jusqu'au marché, afin qu'elles puissent encore dormir. Lorsque les enfants grandissent, les mères ne peuvent plus les porter sur leur dos et elles ne peuvent pas non plus marcher seules lorsqu'ils sont endormi·e·s à cette heure matinale. Il faudrait donc prévoir une salle de classe supplémentaire pour accueillir plus d'enfants âgé·e·s de 1 à 3 ans, car ce sont elles·eux qui sont les plus nombreuses·eux au centre. Si nous réussissons à avoir une salle supplémentaire pour accueillir plus de petit·e·s, ce sera une bonne chose. »



La garderie de Makola Market à Accra. Crédit photo : Kweku Kyere

Madame Needjan a également évoqué un avenir où la collaboration permettrait de résoudre les tensions entre les commerçant-e-s, l'AMA et le gouvernement.

« Les dirigeant-e-s actuel-le-s, qui sont tou-te-s des commerçant-e-s, ne veulent pas que l'Assemblée participe à la gestion en raison de ce qu'elles-ils ont vu et vécu par le passé. À une certaine époque, l'école était dans un état lamentable, les murs étaient dégradés et l'Assemblée ne semblait pas concernée. Les enseignant-e-s étaient inflexibles sur leur travail tant qu'elles-ils recevaient leur salaire à la fin du mois.

Lorsque l'association a constaté cette situation, elle a adressé une pétition à l'AMA, qui est venue observer la situation. Nous leur avons demandé de nous laisser gérer l'école, car nous sommes directement concerné-e-s puisque nous y avons nos enfants. Elles-ils nous ont fait tourner en rond pendant un certain temps et ont finalement cédé et nous ont laissé l'école. Depuis, elles-ils ont vu la différence en ce qui concerne le bien-être des enfants et la gestion de la garderie.

Je suggère qu'à l'avenir, la gestion du centre de garde d'enfants soit assurée à la fois par les commerçant-e-s et par l'Assemblée. Elles-ils peuvent travailler ensemble pour la gérer conjointement. En effet, si l'une des parties sait que l'autre la surveille ou la contrôle, je pense que les choses s'amélioreront un peu. Je considère que si les dirigeant-e-s du marché sont capables de bien gérer l'endroit, tout se passera bien.

Si le gouvernement promet de faire les choses correctement et que ce qui s'est passé auparavant ne se reproduira plus, la direction actuelle lui donnera son accord. Mais même dans ce cas-là, la direction actuelle ne laissera pas tout entre les mains du gouvernement, sachant ce qui est arrivé avant. »



Madame Mercy Afrowa Needjan, présidente de l'Association du marché du Grand Accra, et Kweku Kyere, de l'équipe de Villes focales Accra de WIEGO, au marché de Makola en 2023.
Crédit photo : Julian Luckham

CHAPITRE 3

AFRIQUE DU SUD



Pilotage d'une structure temporaire de garde d'enfants dans le centre-ville de Durban

Depuis un pont piéton reliant la gare de Durban au marché aux herbes, des audiophiles vendant des boîtes à rythmes bon marché diffusent les derniers tubes dans le centre de transport de Durban. Installé·e·s dans les moindres recoins, les tailleuse·eur·s cousent des robes traditionnelles, les artisan·e·s confectionnent des accessoires en perles, les légumes et les fruits sont empilés en pyramides parfaites, les herboristes et les guérisseuse·eur·s prélèvent des portions d'élixirs de guérison et de médicaments traditionnels, et les restauratrice·eur·s préparent des délices africains et des épis de maïs à emporter. Les rues et les allées sont envahies par les voyageuse·eur·s et les client·e·s, et les porteuse·eur·s et les pousseuse·eur·s de brouettes transportent constamment d'énormes charges de marchandises à travers les rues et les passages. À la fin de la journée, tout est rangé et stocké dans des caisses en bois fermées à clé, prêt à recommencer le lendemain.

Abritant huit marchés, Warwick Junction est un point de convergence des taxis, un carrefour routier et ferroviaire complexe et le lieu de travail des vendeuse·eur·s de rue, des récupératrice·eur·s de matériaux et des commerçant·e·s de marché qui servent environ un demi-million de personnes qui font la navette chaque jour à travers la ville. Les quelque 8 000 travailleuse·eur·s du marché comptent parmi les plus démunie·e·s de la ville et travaillent de longues heures : elles-ils commencent généralement tôt le matin et travaillent tard le soir pour profiter du trafic de banlieue.

Contexte de la crise de la garde d'enfants à Warwick Junction

Les commerçantes qui doivent à la fois travailler et s'occuper de leurs enfants partagent bon nombre des défis auxquels sont confrontées leurs collègues dans le monde entier, comme le soulignent les chapitres 2 et 4. L'Afrique du Sud dispose de règlements détaillés sur le développement de la petite enfance⁶⁰. Toutefois, comme au Ghana, ces règlements ignorent les besoins et les droits des travailleuse·eur·s de l'informel en matière de garde d'enfants et, souvent, ne sont pas pleinement mis en œuvre ou ne bénéficient pas d'un financement adéquat.

Par exemple, les travailleuses domestiques et les vendeuses de rue déclarent travailler jusqu'à l'accouchement et revenir peu après la naissance du bébé, car elles n'ont pas accès au congé de maternité et ont besoin de gagner un revenu. Si certaines législations soutiennent l'allaitement sur le lieu de travail – par exemple, il existe des protections de la maternité pour les travailleuses de l'informel telles que les travailleuses domestiques – les réglementations concernent les bureaux, les usines ou les plantations, plutôt que les rues des villes et les bords de route, des espaces publics où les femmes se sentent mal à l'aise pour allaiter et changer les couches. Ces politiques deviennent impossibles à mettre en œuvre pour les femmes d'une manière qui soit sûre, accessible et digne pour elles⁶¹.

⁶⁰ [Child Care Services and Women's Work \[Services de garde d'enfants et travail des femmes\]](#), webinaire, 2021.

⁶¹ Note d'orientation de WIEGO, UNICEF et l'OIT. Juillet 2021. [Politiques favorables à la vie de famille à l'intention des travailleurs de l'économie informelle.](#)

⁶² [Note d'information statistique n° 19 de WIEGO.](#)

les travailleuses domestiques et les vendeuses de rue déclarent travailler jusqu'à l'accouchement et revenir peu après la naissance du bébé, car elles n'ont pas accès au congé de maternité et ont besoin de gagner un revenu

STATISTIQUES



- **30 %** de l'emploi total en Afrique du Sud est informel, ce qui représente un peu moins de 5 millions de travailleuse·eur·s.
- À Durban, la population employée dans le secteur informel est de **26 %**.
- Les femmes représentent une part légèrement plus importante des travailleuse·eur·s de l'informel de Durban (**27 %**) que les hommes (**25 %**).
- Dans les grandes métropoles, environ **10 %** des emplois informels (représentant un peu moins de 200 000 travailleuse·eur·s) se trouvent dans la vente ambulante, **2 %** (46 904) dans la vente sur les marchés⁶².

Richard Dobson, qui dirige AeT, partenaire du projet « Garde d'enfants sur les marchés », explique que les commerçantes sont également réticentes à s'absenter trop longtemps de leur travail, car elles risquent de perdre leur espace de vente au profit de la municipalité⁶³. Comme il l'a expliqué :

« Des études ont montré que lorsqu'un-e commerçant-e est délocalisé-e de sa base habituelle, il lui faut près de 10 ans pour rétablir son activité. Il ne s'agit pas seulement de client-e-s, mais aussi de fournisseurs et d'un réseau de soutien, qui prend beaucoup de temps à se constituer. »

L'urbanisation croissante et l'afflux toujours plus important de demandeuse-ur-s d'emploi dans les quartiers denses du centre-ville, comme Warwick Junction, n'ont pas été accompagnés d'une augmentation des services de garde d'enfants.

Les structures d'accueil de qualité et abordables sont rares et les garderies privées agréées sont hors de prix pour les commerçant-e-s de marché et les vendeuse-ur-s de rue. Les parents qui laissent leurs enfants dans des garderies éloignées des marchés (la géographie de l'apartheid persiste et beaucoup de commerçant-e-s vivent à la périphérie de la ville dans des « townships ») doivent écourter leur journée de travail pour aller les chercher, ce qui les prive souvent des heures de pointe du marché⁶⁴ et de leurs revenus. Richard a commenté :

« Imaginez qu'en tant que mère, vous receviez un appel téléphonique vous informant que la température de votre enfant est montée en flèche. Si la garderie est loin, ce n'est pas seulement une heure de travail en moins. Le simple fait de remballer votre étal prend une heure. Vous devez ensuite vous assurer que vos marchandises sont stockées en toute sécurité. Ensuite, il faut se rendre auprès de l'enfant, puis dans une clinique. Pendant ce temps, le produit que vous vendez risque de s'abîmer. »

Dans de nombreux cas, les mères qui travaillent amènent donc leurs enfants au travail. Mais les rues animées de Warwick, les trottoirs encombrés et le flux constant de circulation n'offrent pas d'espaces faciles et sûrs pour les nourrissons et les enfants en bas âge. Il est pratiquement impossible de garder les enfants près de soi, de les divertir, de les nourrir et de les mettre à l'abri, ce qui interfère avec le travail et les profits potentiels dans une économie où les marges sont faibles. Nokukanya souligne :

« Je suis vendeuse de rue à Warwick et mère d'une jolie fille. Les espaces publics ne sont pas un lieu sûr, en particulier pour élever des enfants en bas âge. Je me souviens très bien d'un incident où l'enfant d'une de nos collègues commerçantes s'est blessée en jouant à côté de l'étalage de sa mère. J'étais sceptique à l'idée d'emmener mon enfant au travail. »

⁶³ Note de synthèse n° 2 de l'OIT et de WIEGO. [Instruments juridiques en matière de droits de l'homme et du travail pour la promotion de services de garde d'enfants pour tous les travailleurs et travailleuses.](#)

⁶⁴ Note de synthèse n° 1 de l'OIT et de WIEGO. [Des services de garde de qualité pour les enfants des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle.](#)

Il est pratiquement impossible de garder les enfants près de soi, de les divertir, de les nourrir et de les mettre à l'abri, ce qui interfère avec le travail et les profits potentiels dans une économie où les marges sont faibles.



Crédit photo : courtoisie d'AeT

De la crise au berceau en passant par les cageots

AeT a commencé à s'attaquer à la crise de la garde d'enfants en concevant un berceau de rue. Richard décrit la situation :

« Notre parcours a commencé par un projet de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) visant à promouvoir l'allaitement maternel au cours des six premiers mois. L'ingéniosité dont les mères faisaient déjà preuve pour s'occuper de leurs enfants au travail sur les marchés, en utilisant des cageots et des boîtes de rangement, était vraiment remarquable, et nous avons donc décidé d'utiliser la même idée. Dans la rue, les commerçant-e-s utilisent un conteneur de 1,2m x 700m fabriquée à partir de palettes d'expédition pour stocker leurs marchandises. Lorsque les commerçant-e-s sortent toutes leurs marchandises pendant la journée, les conteneurs sont vides. Nous avons donc proposé de les transformer en berceaux en les adaptant très simplement. Ce berceau de rue nous a amené-e-s à parler d'écologie de la rue, comme nous l'appelons. Nous avons examiné les équipements disponibles pour les gens et nous avons cherché à les adapter. »

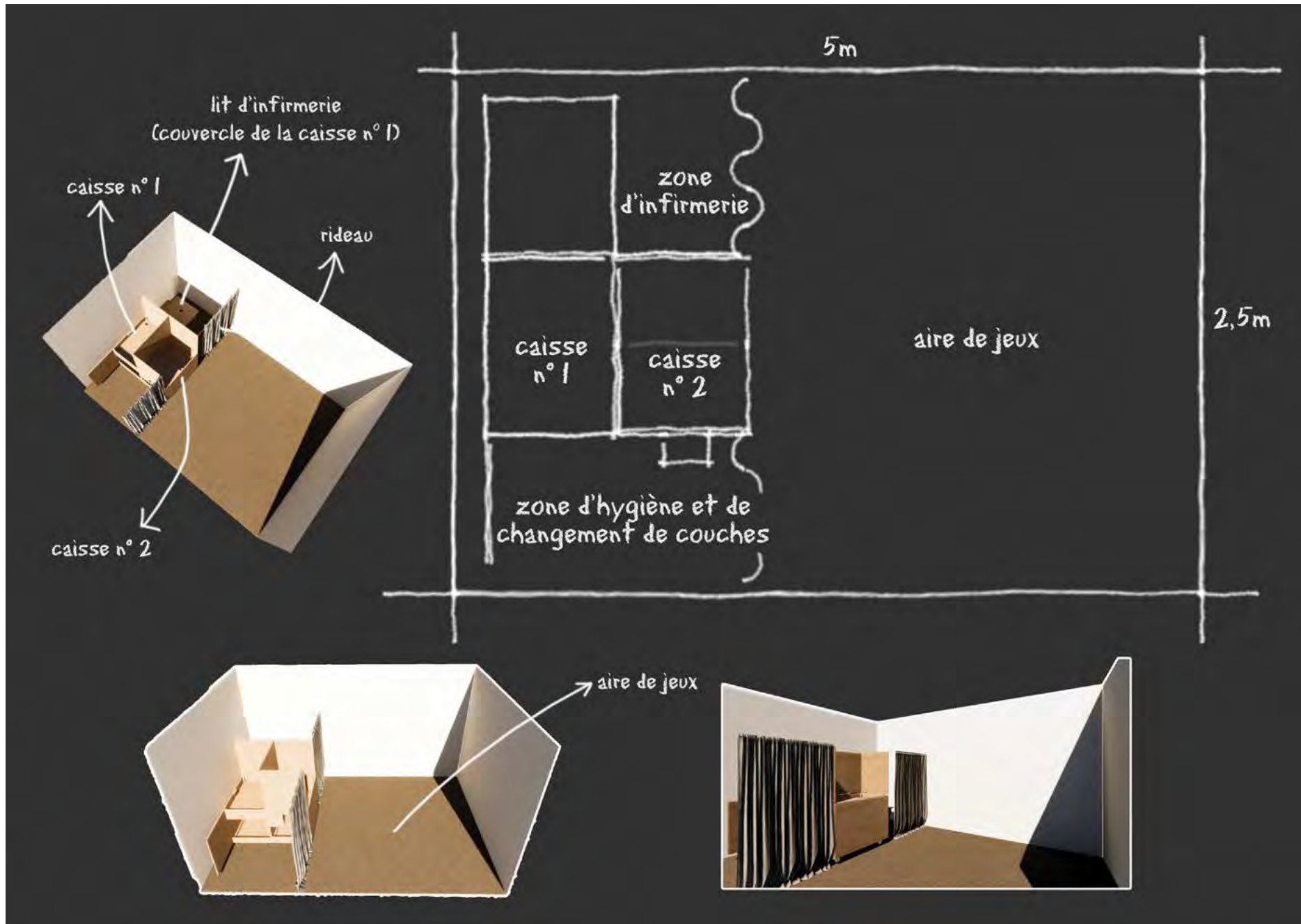
Lorsque WIEGO a contacté AeT, l'organisation commençait à mettre au point la prochaine version du berceau de rue, explique Richard.

« Les recherches sur l'allaitement menées par l'Université de KwaZulu-Natal, l'OMS et WIEGO avaient déjà montré que les nourrissons ont besoin d'être proches de leur mère pour pouvoir être allaités facilement. Nous avons donc déjà en tête l'idée de la proximité. Nous aimions aussi l'idée d'utiliser ce qui était disponible sur les marchés et déjà utilisé par les commerçant-e-s, mais nous voulions maintenant concevoir tout un centre de développement de la petite enfance en utilisant des conteneurs. Nous avons commencé notre processus de conception en travaillant sur les couvercles des conteneurs : nous avons réalisé que si les couvercles pouvaient s'ouvrir dans une permutation particulière et devenir des cloisons, deux conteneurs seulement pouvaient se réunir et former une cuisine, une zone de changement de couches, des toilettes et une infirmerie. Nous avons ensuite fabriqué un centre de développement de la petite enfance qui peut être monté et démonté en une journée et qui se replie facilement dans un conteneur pour être stocké en toute sécurité. C'est ce que nous appelons un conteneur de soins. »



Sur la place Warwick de Durban, l'écologie de rue est à l'honneur. Le conteneur de soins est construit à partir des cageots d'emballage que les commerçant-e-s utilisent pour stocker leurs marchandises. Crédit photos : courtoisie d'AeT





Parallèlement au processus de conception, AeT devait également s'assurer que le projet serait approuvé par la municipalité d'eThekweni et qu'il serait conforme aux **règlements de la ville**. Comme nous l'avons évoqué précédemment, les lois sud-africaines sur le développement de la petite enfance – tout comme celles du **Ghana** – ignorent les besoins et les droits des travailleuse-eur-s de l'informel en matière de garde d'enfants. Cependant, contrairement au Ghana (LINK to Ghana section) et à de nombreux autres pays, les réglementations sud-africaines sont assez détaillées⁶⁵. Par exemple, les textes stipulent que les unités de développement de la petite enfance doivent être agréées. La protection des enfants est certes essentielle, mais lorsque les garderies répondent aux critères réglementaires stricts fixés par la politique, elles ont souvent des coûts de fonctionnement et des frais élevés, que beaucoup de vendeuse-eur-s de rue et de marché ne peuvent pas payer.

Par conséquent, les femmes qui travaillent dans le secteur informel font le plus souvent appel à des centres non agréés pour s'occuper de leurs enfants. Beaucoup de ces centres ne répondent pas aux normes de qualité et, dans le cas de l'Afrique du Sud, seuls les centres agréés peuvent bénéficier de l'aide et des subventions du gouvernement. Comme l'a fait remarquer Richard :

« Dès que l'on commence à formaliser la réponse, la tendance est à proposer une certaine qualité, une qualité qui répond à des exigences législatives préconçues, et qui fait que le coût augmente ».

Les règlements se concentrent sur les lieux de **travail formels, tels que les usines et les bureaux**. La complexité du contexte sud-africain, l'héritage de l'architecture de l'apartheid et l'afflux de demandeuse-eur-s d'emploi dans le centre-ville de Durban n'ont pas encore été pris en compte, a déclaré Richard.

« Dans les villes, la question de savoir si les travailleuse-eur-s de l'informel devraient avoir le droit d'y être présent-e-s se pose encore aujourd'hui. Ainsi, outre la lutte pour la garde d'enfants, la défense des intérêts des travailleuse-eur-s de l'informel remonte à plusieurs niveaux... au droit d'être dans des lieux privilégiés pour gagner sa vie. »

Le travail de WIEGO à Durban s'est donc concentré sur la mise en place de structures pour le développement de la petite enfance qui ne devaient pas être agréées. Selon les règlements, si un centre de développement de la petite enfance accueille six enfants ou moins, il n'a pas besoin d'être agréé, il lui suffit de disposer d'un certificat de conformité sanitaire. Pour obtenir ce certificat, la garderie doit disposer d'une aire de jeu intérieure de 1,5 m² par enfant et d'une aire extérieure de 2 m² par enfant. À Warwick, il n'y a pas d'espace extérieur disponible, de sorte que chaque centre aurait besoin de 1,5 m² supplémentaire par enfant. Les règlements exigent également que les enfants de moins de trois ans soient séparé-e-s des enfants plus âgé-e-s. Or, la plupart des enfants en manque d'un service de garde ont moins de trois ans.

les femmes qui travaillent dans le secteur informel font le plus souvent appel à des centres non agréés pour s'occuper de leurs enfants. Beaucoup de ces centres ne répondent pas aux normes de qualité et, dans le cas de l'Afrique du Sud, seuls les centres agréés peuvent bénéficier de l'aide et des subventions du gouvernement.

⁶⁵ [Child Care Services and Women's Work \[Services de garde d'enfants et travail des femmes\]](#), webinaire, 2021.



Les espaces peu utilisés entre les kiosques ont été transformés en structures temporaires de garde d'enfants dans les marchés de Durban. Crédit photos : courtoisie d'AeT

Trouver 18 m2 pour une garderie peut s'avérer difficile car la concurrence est intense au centre-ville. Or, AeT a trouvé des espaces sous-utilisés entre les kiosques du marché de Brook Street (un marché vendant des robes traditionnelles, des chapeaux, des chaussures et des sacs) et du marché Early Morning (un marché de légumes) qui pourraient devenir des structures temporaires d'accueil pour les enfants, à proximité de l'endroit où leurs mères travaillent⁶⁶. Elles-ils ont commencé à travailler sur un conteneur de soins, qui a évolué à partir du concept de crèche de rue. Le conteneur de soins fournit les équipements de sécurité prévus par la loi, par exemple un espace pour préparer la nourriture, changer les couches et une infirmerie.

Une fois la conception terminée, un ensemble de conteneurs de soins a été fabriqué et le projet pilote a commencé. Il est prévu qu'à long terme, les conteneurs de soins soient fabriqués par des charpentiers-ers- de rue locales-aux qui travaillent déjà à Warwick Junction.

Six mères qui travaillent sur les marchés de Warwick, dont **Samekiliswe**, ont suivi un cours de formation à la garde d'enfants avec l'organisation EduBabe. Cette formation a façonné leur vision de la garde d'enfants et leur a permis d'acquérir les compétences nécessaires pour fournir des services de garde d'enfants professionnels à Warwick Junction⁶⁷. Les structures d'accueil sont équipées de jouets et de matériel éducatif, dont une grande partie a été donnée.



Les installations dans les marchés de Durban sont équipées de matériel pédagogique. Crédit photos : courtoisie d'AeT

⁶⁶ [Child Care Services and Women's Work \[Services de garde d'enfants et travail des femmes\]](#), webinaire, 2021.

⁶⁷ Kate Heartfield. 2022. Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants : une histoire d'impact.

Quel avenir pour les vendeuse·eur·s de rue et de marché de Durban ?

Du conteneur de soins à la garde agréée

Maintenant que l'AeT a terminé le projet pilote, l'organisation va travailler méticuleusement sur les documents nécessaires pour que ces centres informels soient « agréés, puis certifiés, et enfin éligibles à une subvention gouvernementale », a déclaré Richard⁶⁸. L'objectif de la prochaine phase de travail est d'inscrire les centres de Warwick Junction au programme Vangasali géré par le ministère de l'Éducation. Ce programme fait partie des aides que le gouvernement a mises en place pour les services informels de développement de la petite enfance en réponse à la pandémie de la COVID-19, qui a **mis en lumière la crise des services de garde d'enfants**. L'enregistrement des centres de Warwick Junction leur permettrait de solliciter des subventions de l'État, ce qui maintiendrait les frais de fonctionnement et les tarifs à un niveau réduit⁶⁹.

Dès que les centres seront enregistrés, l'équipe affinera et développera la structure de gouvernance des centres de développement de la petite enfance et offrira une formation plus poussée aux personnes qui s'en occupent. AeT s'est alliée au Forum pour le développement de la petite enfance de Durban, une alliance multipartite de la ville comprenant 32 organisations et établissements. Les membres du forum assureront la formation et aideront à développer **des mécanismes de gouvernance communautaire pour les centres de développement de la petite enfance**⁷⁰. Une campagne de publicité sera organisée afin d'obtenir des parrainages.

Faire entendre la voix des travailleuse·eur·s de l'informel

Tout au long du processus, le projet a fait de grands progrès en matière de renforcement des capacités et de sensibilisation des fonctionnaires aux besoins des travailleuse·eur·s. Les expert·e·s en développement de la petite enfance du centre-ville de Durban soulignent l'importance des services de garde d'enfants de qualité sur les marchés et contribuent à convaincre les fonctionnaires locales-aux de leur importance.

Un élément clé du travail d'AeT consiste à faire ressortir les liens entre la garde d'enfants et la planification urbaine, entre les besoins des travailleuse·eur·s de l'informel et la prestation des services publics dans les espaces urbains. Grâce à ce plaidoyer, les services de garde d'enfants sont inclus dans les **lignes directrices SALGA (Association des gouvernements locaux d'Afrique du Sud) relatives au commerce dans les espaces publics pour les autorités locales** en Afrique du Sud⁷¹.

Fin 2022, l'organisation nationale d'apprentissage préscolaire SmartStart a visité les centres d'accueil à Durban et s'est montrée intéressée par la conception innovante des conteneurs de soins, qui pourrait être adaptée à d'autres espaces publics. L'un des défis actuels d'AeT est de développer ses conteneurs de soins de manière qu'ils puissent être reproduits dans d'autres contextes.

⁶⁸ Richard Dobson, interview, 27/10/2021. Plumbley, R. 2021. Rapport d'évaluation du projet : Lignes directrices sur le développement de la petite enfance pour la garde des enfants dans et autour des marchés en Afrique subsaharienne.

⁶⁹ Echidna Giving. 2024-2026. Proposition de subvention de WIEGO. Garde d'enfants pour les travailleuse·eur·s de l'informel.

⁷⁰ Echidna Giving. 2024-2026. Proposition de subvention de WIEGO. Garde d'enfants pour les travailleuse·eur·s de l'informel.

⁷¹ SALGA. [Public Space Trading Guidelines for Local Government 2021-2016](#).

⁷² Echidna Giving. 2024-2026. Proposition de subvention de WIEGO. Garde d'enfants pour les travailleuse·eur·s de l'informel.

⁷³ Echidna Giving et Imaginable Futures. 2022-2023. Proposition de subvention de WIEGO. Garde d'enfants pour les travailleuse·eur·s de l'informel.



PRIX ET INFLUENCE

Cette installation temporaire a été récompensée par un prix AfriSam-SAIA pour la conception durable en 2019/2020, ce qui a donné de la visibilité au projet dans les réseaux de planification urbaine et des solutions possibles pour les services de garde d'enfants dans les marchés urbains surpeuplés.

En 2023, AeT avait également renforcé ses relations avec le département de l'Éducation élémentaire du KwaZulu-Natal et la Communauté sud-africaine du développement de la petite enfance⁷². AeT a déjà partagé son modèle de garde d'enfants avec le Réseau des villes sud-africaines, la Fondation Nelson Mandela et de nombreuses organisations spécialisées dans le développement de la petite enfance, dans le cadre d'un processus continu de révision constructive des lignes directrices en matière de développement de la petite enfance, afin d'étendre les subventions publiques aux services de garde d'enfants pour les travailleuse·eur·s de l'informel et à faibles revenus⁷³.

Micro-conception

Il s'est avéré difficile de trouver des espaces sûrs pour les installations temporaires dans les marchés saturés. De plus, l'espace devait être protégé des intempéries. AeT a d'abord conçu une tente qui devait être montée chaque jour. Mais le montage et le démontage de la tente étant trop difficiles lors des essais, AeT a cherché des espaces où une tente pourrait être installée en permanence. Richard a expliqué :

« Nous avons envisagé d'autres idées au lieu d'une tente. Par exemple, les commerçant-e-s disposent d'installations de stockage de nuit de la taille d'un double garage. Pendant la journée, ces espaces sont vides et pourraient donc être utilisés pour installer les conteneurs de soins. »

Selon Richard, le défi posé par les tentes a conduit à l'idée d'utiliser les conteneurs de soins dans un espace couvert plus stable, ce qui a conduit à une évolution du design.

« Lorsque nous avons obtenu un accord pour un espace couvert permanent sur le marché de Brook Street, nous avons pu envisager la conception d'une manière un peu différente. En effet, nous avons pu fermer la façade et y ajouter des aspects éducatifs. Les portes peuvent s'ouvrir de différentes manières pour devenir des tableaux noirs et des panneaux interactifs et, grâce à une micro-conception intelligente, nous pouvons répondre aux besoins de différents groupes d'âge. »



Voir la vidéo du Réseau d'Action pour le Développement de la Petite Enfance :
[Services de garde d'enfants et réglementation dans les espaces publics urbains](#)

Instaurer la confiance entre les participant-e-s

Afin d'établir un lien de confiance avec les mères et les travailleuse-ur-s en garderie au marché, trois groupes de discussion ont été organisés pour permettre à AeT de comprendre leurs besoins et de discuter des services qui étaient particulièrement importants pour les vendeuse-ur-s de marché et de rue. Le projet a été interrompu à cause de la COVID-19, qui a soulevé de nombreux défis. Vers 2023, neuf enfants utilisaient les centres temporaires par mois, mais pas de manière régulière.

Pendant la pandémie, beaucoup de travailleuse-ur-s ont renvoyé leurs enfants chez elles-eux dans les régions rurales du pays ; il y avait donc moins d'enfants à Warwick Junction. Le projet ayant pris plus de temps que prévu, certain-e-s des enfants qui devaient participer aux garderies temporaires ont atteint l'âge d'intégrer le système d'éducation formel. Bien que les fonctionnaires municipales aient généralement apporté un bon soutien, AeT a constaté qu'après la pandémie, elles-ils étaient moins disponibles pour l'équipe du projet.

Mais, comme nous l'avons mentionné plus haut, le secteur du développement de la petite enfance a failli s'effondrer pendant les périodes de confinement de la COVID-19, et cela a suscité un débat national : l'accent a été mis sur les services de garde d'enfants dans les zones à faibles revenus, destinés aux femmes de l'informel et à leurs enfants.

Accessibilité économique

Les commerçantes ont manifesté beaucoup d'intérêt pour la garderie temporaire, mais beaucoup d'entre elles disent qu'elles n'ont pas les moyens de payer les frais d'inscription. Richard a souligné :

« La question de l'accessibilité économique fait l'objet d'un vaste débat. Beaucoup de parents comparent minutieusement les coûts : "vous voulez faire payer X ici, mais je peux payer Y là-bas". Et puis il y a tellement de variables en termes de qualité des soins qui vont avec chaque option. Les gens exigent que les enfants commencent à apprendre et il faut trouver un équilibre entre le coût, le service offert et les besoins de l'enfant. »

Autorisation

Bien que les relations entre les commerçant-e-s et la municipalité d'eThekweni soient historiquement tendues, l'équipe s'est battue avec acharnement pour obtenir les autorisations nécessaires et le soutien des fonctionnaires locaux-ales compétent-e-s, en particulier de la personne responsable de l'unité de Soutien aux entreprises et de celle du marché Early Morning. Finalement, « les haut-e-s responsables ont reconnu qu'il s'agissait d'un projet à prendre en considération et à poursuivre », a déclaré Richard⁷⁴.

Défis opérationnels

Au départ, l'idée était que chaque travailleuse-ur de l'informel donne un jour par semaine de son temps pour s'occuper des enfants des autres. Mais cela n'a pas fonctionné, principalement en raison des conséquences économiques pour les travailleuse-ur-s. AeT a alors formé une vingtaine de mères à des compétences élémentaires en matière de garde d'enfants.



⁷⁴ Richard Dobson, interview, 27/10/2021. Plumley, R. 2021. Rapport d'évaluation du projet : Lignes directrices sur le développement de la petite enfance pour la garde des enfants dans et autour des marchés en Afrique subsaharienne.

CHAPITRE 4 RWANDA



Sensibilisation aux besoins, mise en œuvre de politiques et création de garderies

Comme au Ghana et en Afrique du Sud, les marchés du Rwanda sont le lieu de travail de centaines de travailleuse·eur·s de l'informel. Une grande variété de produits est vendue sur les différents marchés : les tables sont remplies d'objets artisanaux, de tissus, de fruits et de légumes frais, de grains de café, de légumineuses, d'épices et de sacs de céréales sèches. Beaucoup de commerçant·e·s sont très démun·e·s. Certes, elles-ils parviennent à gagner leur vie certains jours, mais comme les marchés sont saisonniers et ne fonctionnent pas à plein régime pendant la saison des pluies, les revenus fluctuent et ne sont jamais garantis.

Au Rwanda, de nombreux enfants sont exposé·e·s à la pauvreté. Leurs familles manquent parfois de nourriture, ce qui entraîne malnutrition et mauvaise santé. Ces enfants sont susceptibles d'avoir des résultats scolaires insuffisants et d'avoir elles-mêmes de faibles revenus, ce qui perpétue la pauvreté intergénérationnelle⁷⁵.

Une politique progressiste en matière de garde d'enfants

Pour remédier à ce problème, le gouvernement rwandais a renforcé ses politiques de garde d'enfants, a introduit la politique de réforme de la garde d'enfants et s'est engagé à faire en sorte que tou·te·s les enfants grandissent en toute sécurité au sein d'une famille⁷⁶. En 2018, le gouvernement a introduit le Programme national de développement de la petite enfance, qui coordonne les programmes de soutien à la croissance et au développement des enfants. La loi rwandaise sur le travail (2018) stipule que les travailleuse·eur·s du secteur formel et du secteur informel doivent bénéficier des mêmes protections, y compris de la sécurité sociale. Cependant, le nombre de travailleuse·eur·s de l'informel et de travailleuse·eur·s indépendant·e·s enregistré·e·s à la sécurité sociale reste minime⁷⁷.

Il existe une politique de soutien pour protéger les enfants et leurs mères, mais c'est la mise en œuvre qui pose des problèmes. Le ministère de l'Éducation a commencé à demander l'implication de la société civile dans la mise en œuvre de la prestation de services à travers le pays. SYTRIECI, un syndicat de travailleuse·eur·s indépendant·e·s de l'informel,

⁷⁵ Ildephonse Nkiliye et Léon Fidèle Ndikubwimana. 2023. Situational analysis of children's early-life conditions, women informal cross-border traders in Rwanda [Analyse situationnelle des conditions de vie des enfants en bas âge, des femmes commerçantes transfrontalières informelles au Rwanda].

⁷⁶ Ildephonse Nkiliye et Léon Fidèle Ndikubwimana. 2023. Situational analysis of children's early-life conditions, women informal cross-border traders in Rwanda [Analyse situationnelle des conditions de vie des enfants en bas âge, des femmes commerçantes transfrontalières informelles au Rwanda].

⁷⁷ ILO Flagship Programme on Building Social Protection Floors for All – Rwanda component [Programme-phare mondial de l'OIT sur la mise en place de socles de protection sociale pour tous - branche Rwanda].

⁷⁸ ILO Flagship Programme on Building Social Protection Floors for All – Rwanda component [Programme-phare mondial de l'OIT sur la mise en place de socles de protection sociale pour tous - branche Rwanda].

⁷⁹ Institut national de la statistique du Rwanda (NISR). 2021. Labour Force Survey Annual Report [Rapport annuel de l'enquête sur la population active].



STATISTIQUES

- Les travailleuse·eur·s dont l'emploi informel est l'emploi principal représentent près de **90 %** de l'emploi total⁷⁸.
- Le taux d'emploi informel non-agricole chez les femmes est de **91,2 %**. Parmi elles, **57,8 %** travaillent comme vendeuses de rue ou sur les marchés⁷⁹.



Le projet « Garde d'enfants sur les marchés » s'est penché sur la situation au Rwanda à partir de 2022. Crédit photo : courtoisie de SYTRIECI

partenaire de WIEGO, a commencé à travailler sur le projet « Garde d'enfants sur les marchés » en 2022, sur six sites dans quatre districts : districts de Rubavu et Rusizi dans la province de l'Ouest, district de Burera dans la province du Nord, et district de Huye dans la province du Sud.

La secrétaire générale du SYTRIECI, Jeanette Nyirmasengesho, qui vit dans la capitale, Kigali, a déclaré que la priorité devrait être la réalisation des bonnes politiques mises en place par le Rwanda. « Les besoins des travailleuse-eur-s de l'informel ont été pris en compte par les politiques. Nous n'avons pas besoin d'exercer une influence pour obtenir des changements. Nous devons plutôt mettre l'accent sur leur mise en œuvre », a-t-elle expliqué.

Promouvoir les avantages des centres de développement de la petite enfance

Avec le soutien de StreetNet International et de WIEGO, SYTRIECI a formé ses membres sur les raisons pour lesquelles il est important que leurs enfants soient accueilli-e-s dans des centres de développement de la petite enfance. Jeanette a déclaré :

« *Certain-e-s de nos membres... ne voient pas le fardeau que portent les mères, ni les multiples rôles que doivent assumer les femmes. Certain-e-s membres ne voient pas l'intérêt de créer et de soutenir des centres de développement de la petite enfance. Nous avons donc organisé une série de débats en direct à la radio et à la télévision, ainsi que des ateliers de sensibilisation avec nos membres sur l'importance de l'éducation des enfants en bas âge et sur les moyens d'y répondre. Cela devrait être la première responsabilité de chaque membre. Les travailleuse-eur-s de l'informel commencent également à voir qu'elles-ils pourraient bénéficier d'un travail sans interruption.* »

Grâce à ce travail, les centres de développement de la petite enfance et les femmes qui y travaillent reçoivent de plus en plus de soutien, et un plus grand nombre de travailleuse-eur-s de l'informel envoient leurs enfants dans les centres de garde d'enfants. Comme l'a indiqué Jeanette, les campagnes dans les médias ont renforcé la confiance des gens dans l'idée.

« *Dans certains villages, des groupes de femmes ont créé des centres informels de développement de la petite enfance. Ils sont gérés par les parents, qui s'occupent à tour de rôle des enfants.* »

Le gouvernement fournit du lait à ces centres informels et propose également une formation à la garde d'enfants à certains groupes.



La radio est utilisée pour diffuser des informations sur le projet « Garde d'enfants sur les marchés ».
Crédit photo : courtoisie de SYTRIECI

Trouver de l'espace dans les marchés saturés



À Kigali, où les marchés sont en cours de réaménagement, SYTRIECI travaille pour s'assurer qu'un espace soit réservé aux garderies dès le début.

Crédit photo : courtoisie de SYTRIECI

Le défi qui se pose à la mise en place de garderies sur les marchés est de trouver de l'espace. Les emplacements pour les vendeuse-ur-s sont rares et aucun n'a été réservé à la garde d'enfants. Comme au [Ghana](#) et en [Afrique du Sud](#), [put in link to these sections] certain-e-s vendeuse-ur-s de rue amènent leurs enfants avec elles-eux sur leur lieu de travail, d'autres les laissent seul-e-s à la maison ou les confient à des membres de leur famille. Certain-e-s enfants fréquentent des centres de développement de la petite enfance proches de leur domicile, mais ces centres sont souvent trop chers pour les travailleuse-ur-s de l'informel. Jusqu'à récemment, dans la ville frontalière de Gisenyi, dans le district de Rubavu, les mères laissaient leurs nourrissons et leurs enfants en bas âge avec des enfants d'âge scolaire, pendant qu'elles traversaient vers la République démocratique du Congo pour vendre leurs produits. Ces enfants ne pouvaient donc pas aller à l'école⁸⁰.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement rwandais, en collaboration avec l'UNICEF et l'Action pour le développement du peuple (ADEPE), a mis en place deux centres de garde d'enfants pour les commerçant-e-s transfrontalière-er-s, ainsi que six autres dans cinq districts proches des marchés. Ces centres offrent aux commerçantes un espace protégé où elles peuvent allaiter et laisser leurs enfants pendant qu'elles travaillent. Au moment de la rédaction du présent ouvrage, 745 enfants (332 garçons et 413 filles) utilisaient ces services.

À Kigali, où les marchés sont en cours de réaménagement, SYTRIECI travaille pour s'assurer qu'un espace soit réservé aux garderies dès le début. Il s'agit de réunir les autorités municipales et les commerçant-e-s afin de réfléchir aux espaces pouvant accueillir des structures de garde d'enfants. Le projet de Kigali s'appuiera également sur [l'infrastructure des centres de soins développée à Durban](#), pour répondre aux inquiétudes que la ville est susceptible de soulever concernant le manque d'espace pour les services de garde d'enfants.

⁸⁰ Note d'orientation de WIEGO, UNICEF et l'OIT. Juillet 2021. [Politiques favorables à la vie de famille à l'intention des travailleurs de l'économie informelle.](#)

Quel avenir pour les vendeuse·eur·s de rue et de marché de Rwanda ?

Avec le soutien du gouvernement, le SYTRIECI a commencé à former certaines mères à la garde d'enfants. De même, aux côtés de WIEGO, le syndicat mène des recherches sur les marchés pour comprendre comment les femmes qui amènent leurs enfants au travail s'en sortent et comment cela affecte leurs revenus.

Tout comme l'équipe des Villes focales de WIEGO l'a fait à Accra dans le cadre de son travail pour s'assurer que les voix des travailleuse·eur·s sont entendues, le SYTRIECI partagera les résultats de sa recherche avec des spécialistes du développement de la petite enfance, des fonctionnaires du gouvernement et des travailleuse·eur·s de l'informel. Ces résultats serviront de base à la création d'une instance multipartite sur la garde d'enfants, qui se réunira régulièrement tous les trimestres. Ce groupe élaborera des principes, des lignes directrices et des recommandations pour guider le travail du gouvernement concernant la garde d'enfants sur les marchés. Les lignes directrices définiront la meilleure façon d'inclure les garderies dans les marchés et la manière dont elles devraient être gérées. L'objectif est de partager le processus d'élaboration des lignes directrices avec d'autres gouvernements en Afrique.

Le SYTRIECI travaille également avec ses membres pour développer des groupes d'associations villageoises d'épargne et de crédit pour les femmes ayant des enfants en bas âge. Ces groupes sont composés de 25 à 30 membres et l'objectif de l'association est de permettre aux femmes de recevoir un prêt pour développer un projet source de revenus avec lesquels elles pourront payer les frais de garde d'enfants. Ces groupes pourraient non seulement contribuer à la viabilité financière des centres de garde d'enfants basés sur le marché, mais aussi servir de plateforme pour informer les mères et les sensibiliser à diverses questions relatives au développement de la petite enfance.



Jane Masta, organisatrice de StreetNet International pour l'Afrique, (ci-dessus) nourrit un bébé dans une garderie à Kigali. Grâce au soutien de StreetNet International et de WIEGO, le syndicat SYTRIECI offre à ses membres une formation sur divers aspects de l'éducation de la petite enfance.
Crédit photos : courtoisie de SYTRIECI

CHAPITRE 5

INITIATIVES DE GARDE D'ENFANTS DANS LE MONDE POUR LES TRAVAILLEUSE·EUR·S DE L'INFORMEL



La maîtresse Jyotsna Mahendra et les assistantes pédagogiques Rita Khajri et Kasha Solanki en 2015 dans une garderie mise en place par SEWA à Ahmedabad, en Inde. Ces centres permettent aux membres de SEWA de gagner un revenu pendant que leurs enfants sont dans un espace sûr et éducatif. Crédit photo : Paula Bronstein/Getty Images Reportage

L'Association des femmes indépendantes (SEWA)

En Inde, l'emploi informel représente 93 % de la population occupée et 94 % des femmes travaillent dans le secteur informel. Les travailleuse-eur-s de l'informel travaillent généralement de très longues heures pour un salaire minime, et nombre d'entre elles-eux sont analphabètes. Même si ces travailleuse-eur-s contribuent de manière significative à l'économie, peu de lois les protègent en Inde.

SEWA est un syndicat reconnu qui rassemble les femmes de l'informel en Inde depuis 1972. L'association compte près de trois millions de membres dans 18 états, parmi lesquelles se trouvent des travailleuses à domicile, des vendeuses, des vendeuses ambulantes, des ouvrières, des prestataires de services et de petites productrices.

SEWA s'occupe des questions de garde d'enfants depuis sa création et adopte une approche du bas vers le haut dont la première étape consiste à prendre l'avis des travailleuses pour comprendre leurs besoins.

« Les femmes voulaient que quelqu'un s'occupe de leurs enfants. Elles ont compris qu'elles devaient aller travailler et qu'elles avaient besoin d'une garderie à temps plein, et bien évidemment il n'y en avait aucune. L'approvisionnement public n'a jamais été présent. » (Susan Thomas, coordinatrice nationale de la santé pour SEWA)⁸¹

SEWA a organisé des services de garde d'enfants à Ahmedabad en 1986, sous la forme d'une coopérative appelée Coopérative ouvrière de centres de garde d'enfants « Sangini ». Les centres fournissent un service à plein temps, permettant aux parents de travailler sans interruption, sachant que leurs enfants sont en bonnes mains. Le personnel des coopératives est composé de membres de SEWA formé-e-s à la garde

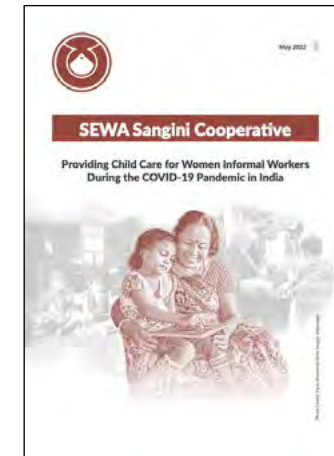
d'enfants à l'Académie de SEWA. Ces travailleuse-eur-s ne sont pas tenu-e-s d'avoir une éducation formelle, mais il est obligatoire pour les crèches d'avoir au moins une personne ayant une éducation formelle. Des crèches sont également gérées à Surendranagar en collaboration avec le Conseil du travail rural du Gujarat.

Une étude d'évaluation des crèches réalisée en 2007 a montré que la qualité de vie et les revenus des mères étaient meilleurs lorsqu'elles utilisaient les crèches (leurs revenus ont augmenté de 50 % lorsque les mères ont pu accéder à des services de garde d'enfants), les dépenses liées aux enfants étaient moindres et les enfants qui fréquentaient ces structures étaient en meilleure santé et se comportaient mieux (SEWA, 2007)⁸².

La pandémie de la COVID-19 a eu de graves répercussions sur les femmes travaillant dans l'informel en 2020 et 2021, en particulier lorsque les garderies ont été fermées. De nombreuses familles se sont retrouvées sans nourriture en raison de la perte de revenus. Pendant cette période, alors que les enfants qui étaient nourri-e-s dans les centres se retrouvaient sans ce repas quotidien, les coopératives de la SEWA ont fourni de la nourriture aux parents pour qu'elles-ils la récupèrent⁸³. SEWA a également mis à disposition des activités quotidiennes à travers des textes et des vidéos afin que les parents puissent continuer à éduquer leurs enfants pendant que les centres étaient fermés.

SEWA a créé une plateforme nationale qui rassemble les travailleuse-eur-s de l'informel et les organisations de défense des droits des femmes, des droits de l'enfant et des travailleuse-eur-s. Son modèle coopératif de garde d'enfants est le point de départ du travail de WIEGO.

Le modèle coopératif de garde d'enfants de SEWA est le point de départ du travail de WIEGO.



⁸¹ Kate Heartfield. 2022. Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants : une histoire d'impact.

⁸² Analyse documentaire de l'Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants.

⁸³ Coopérative Sangini de SEWA. Assurer la garde d'enfants pour les travailleuses de l'informel pendant la pandémie de la COVID-19 en Inde.

La Unión de Trabajadores y Trabajadoras de la Economía Popular (The Union of Workers in the Popular Economy – UTEP)

En Argentine, 46 % de la population occupée (environ cinq millions de personnes) sont des travailleuse·eur·s de l'informel, comme les travailleuse·eur·s à domicile de l'industrie du vêtement et les vendeuse·eur·s de rue.

L'UTEP est un syndicat argentin qui représente les travailleuse·eur·s de l'informel et les personnes exclues du marché du travail et qui défend leurs droits. L'UTEP rassemble des travailleuse·eur·s qui, auparavant, n'avaient pas les moyens d'exprimer leurs revendications et de négocier collectivement en faveur de leurs droits⁸⁴.

Au début des années 2000, l'UTEP, en collaboration avec le Movimiento de Trabajadores Excluidos (MTE) et la Fondation Che Pibe, a créé 12 centres de garde d'enfants dans quatre provinces d'Argentine (Corrientes, Córdoba, Chubut et Buenos Aires). Les femmes qui travaillent dans l'informel ont joué un rôle majeur dans la création de ces centres –Centros Infantiles de Recreación y Aprendizaje (CIRA) ou Centres de loisirs et d'apprentissage pour enfants– sous la forme de coopératives.

Les coopératives de garde d'enfants offrent un espace éducatif sûr pour les enfants pendant que leurs parents travaillent, ce qui se prolonge souvent au-delà des heures de travail normales, jusque tard dans la nuit. Grâce à ces centres, les femmes qui travaillent dans l'informel n'ont plus besoin de laisser leurs enfants en bas âge à la maison sans surveillance ou de les emmener avec elles sur leur lieu de travail. Les enfants peuvent être accueilli·e·s de 45 jours à 15 ans.

Pendant la COVID-19, les centres CIRA ont été transformés en soupes populaires et les travailleuse·eur·s ont distribué des paniers de nourriture aux familles. Une fois la pandémie terminée, l'UTEP s'est engagée à construire d'autres centres dans tout le pays.

L'UTEP organise une série de séances de formation pour les travailleuse·eur·s de la petite enfance dans les coopératives sur des questions telles que la mauvaise nutrition, la maltraitance des enfants et les faibles résultats en matière d'apprentissage et de développement. On espère que cela permettra au gouvernement et aux travailleuse·eur·s de mieux reconnaître et soutenir les coopératives de garde d'enfants qui sont gérées par les travailleuse·eur·s et qui leur appartiennent.

Les travailleuses de l'informel ont joué un rôle majeur dans la mise en place des garderies sous forme de coopératives.



⁸⁴ MTE/UTEP. [Les garderies des travailleuse·eur·s de l'économie populaire fournissent des services essentiels lors de la pandémie de la COVID-19 en Argentine.](#)

CONCLUSION

L'initiative de WIEGO en matière de garde d'enfants a rendu plus visibles les besoins des vendeuse·eur·s de marché et de rue, des travailleuse·eur·s domestiques et des récupératrice·eur·s de matériaux. Cela a aussi permis aux travailleuse·eur·s de l'informel de se faire entendre.

Au niveau politique, le projet vise à ce que la garde d'enfants soit reconnue comme faisant partie du système national de protection sociale en formalisant et en garantissant une aide au revenu pour les travailleuse·eur·s de l'informel. Les politiques doivent permettre à tout le monde d'accéder aux services de garde d'enfants, aux soins de santé et à un environnement de travail sain, et veiller à ce que chacun·e ait accès à l'aide sociale et au soutien à l'allaitement sur le lieu de travail. Parallèlement à ces services de garde d'enfants, les travailleuse·eur·s ont besoin d'un travail décent, notamment d'un salaire décent, d'un accès à la protection sociale et d'une formation professionnelle appropriée⁸⁵.

Investir dans les services publics de garde d'enfants peut conduire à un triple bénéfice : améliorer les résultats en matière d'éducation et de santé chez les enfants défavorisé·e·s, encourager la participation des femmes au marché du travail, y compris la transition d'un emploi informel à un emploi formel, et créer de nouvelles opportunités de travail décent pour les femmes et les hommes dans le secteur de la garde d'enfants⁸⁶.

À **Accra**, au Ghana, le projet a permis aux travailleuse·eur·s de l'informel de contribuer à l'élaboration des politiques affectant leurs moyens de subsistance. Dans le passé, leurs besoins étaient largement ignorés.

À **Durban**, en Afrique du Sud, la mise en place d'une infrastructure de services de garde d'enfants par l'intermédiaire du conteneur de soins, un élément de micro-conception qui a été récompensé, a montré qu'il est possible de créer des espaces pour les enfants même dans les zones urbaines surpeuplées. De plus, il a été constaté que l'accès à des services de garde d'enfants à prix abordable sur le lieu de travail permet de réduire le stress, d'économiser de l'argent et de veiller à ce que les besoins de développement des enfants en bas âge soient satisfaits.

Au **Rwanda**, des garderies informelles sont mises en place par des parents, soutenu·e·s par une formation du gouvernement et de WIEGO. Grâce à des campagnes de sensibilisation dans les médias, les commerçant·e·s perçoivent les avantages des centres de développement de la petite enfance : ils garantissent la sécurité et la stimulation des enfants et allègent la charge de devoir garder les enfants et nourrir la famille, qui repose sur les femmes.



Commerce sur un marché de Kigali.
Crédit photo : courtoisie de SYTRIECI

⁸⁵ Note d'orientation de WIEGO, UNICEF et l'OIT. Juillet 2021. [Politiques favorables à la vie de famille à l'intention des travailleurs de l'économie informelle.](#)

⁸⁶ Note de synthèse n° 1 de l'OIT et de WIEGO. [Des services de garde de qualité pour les enfants des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle](#), citant ONU Femmes, 2015a.

BIBLIOGRAPHIE

Alfers, Laura. 2015. Analyse documentaire de l'Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants. Rapport technique. <https://www.wiego.org/sites/default/files/resources/files/Alfers-Child-Care-Policy-Employment-Lit-Review.pdf>

Alfers, Laura. 2016. Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants : « Nos enfants ne reçoivent pas l'attention qu'ils méritent ». Une synthèse des résultats de recherche sur les travailleuses de l'informel et les services de garde d'enfants de six organisations de base. <https://www.wiego.org/sites/default/files/publications/files/Alfers-Child-Care-Initiative-Full-Report.pdf>

Association des gouvernements locaux d'Afrique du Sud (SALGA). 2021. Public Space Trading Guidelines for Local Government 2021-2016 [Lignes directrices sur le commerce dans l'espace public pour les autorités locales 2021-2026]. <https://www.salga.org.za/Documents/Knowledge-products-per-theme/Local%20Economic%20Development/Public%20Space%20Trading%20Guidelines%20for%20Local%20Government.pdf>

Baah-Boateng, William et Joann Vanek. 2020. Les travailleuse-eur-s de l'informel au Ghana : un aperçu statistique. Note d'information statistique n° 21 de WIEGO. <https://www.wiego.org/publications/informal-workers-ghana-statistical-snapshot>

Early Childhood Development Action Network (ECDAN) 2023. Blog de partenaire : Childcare Services in Urban Informal Workplaces [Services de garde d'enfants dans les lieux de travail informels urbains]. <https://www.childcare4all.org/initiative/partner-blog-childcare-services-in-urban-informal-workplaces/>

Echidna Giving. 2024-2026. Proposition de subvention de WIEGO. Garde d'enfants pour les travailleuse-eur-s de l'informel.

Echidna Giving. 2022. Rapport annuel de WIEGO. Garde d'enfants pour les travailleuse-eur-s de l'informel.

Echidna Giving et Imaginable Futures. 2022-2023. Proposition de subvention de WIEGO. Garde d'enfants pour les travailleuse-eur-s de l'informel.

WIEGO. 2021. Child Care Services and Women's Work [Services de garde d'enfants

et travail des femmes]. Webinaire. <https://socialprotection.org/learn/webinars/child-care-services-and-women%E2%80%99s-work>

Heartfield, Kate. 2022. Initiative de WIEGO pour la garde d'enfants : une histoire d'impact.

SFI. 2020. Tackling Childcare [Prendre en charge la garde d'enfants]. <https://www.ifc.org/content/dam/ifc/doc/mgrt-pub/factsheet-tackling-childcare-final-july-28-2020.pdf>

BIT. 2023. Women and men in the informal economy: A statistical update [Femmes et hommes dans l'économie informelle : une mise à jour statistique]. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms_869188.pdf

BIT. 2023. ILO Flagship Programme on Building Social Protection Floors for All – Rwanda component [Programme-phare mondial de l'OIT sur la mise en place de socles de protection sociale pour tous - branche Rwanda]. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-abidjan/---ilo-dar_es_salaam/documents/genericdocument/wcms_870746.pdf

Moussié, Rachel. 2020. Des services de garde de qualité pour les enfants des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle. Note de synthèse n° 1. Production conjointe de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et WIEGO. <https://www.wiego.org/fr/fr/publications/des-services-de-garde-de-qualite-pour-les-enfants-des-travailleurs-et-travailleuses-de>

Moussié, Rachel. 2020. Instruments juridiques en matière de droits de l'homme et du travail pour la promotion de services de garde d'enfants pour tous les travailleurs et travailleuses. Note de synthèse n° 2. Production conjointe de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et WIEGO. <https://www.wiego.org/fr/publications/labour-and-human-rights-frameworks-promoting-childcare-all-workers>

MTE/UTEP. 2022. Les garderies des travailleuse-eur-s de l'économie populaire fournissent des services essentiels lors de la pandémie de la COVID-19 en Argentine. https://www.wiego.org/sites/default/files/resources/file/UTEP_MTE_ShortReport_EN.pdf

Institut national de la statistique du Rwanda (NISR). 2021. Labour Force Survey Annual Report [Rapport annuel de l'enquête sur la population active]. <https://www.statistics.gov.rw/publication/labour-force-survey-annual-report-2021>

Nkiliye, Ildephonse et Léon Fidèle Ndikubwimana, CARAPA. 2023. Situational analysis of children's early-life conditions, women informal cross-border traders in Rwanda: case study of Burera, Huye, Rubavu and Rusizi districts [Analyse situationnelle des conditions de vie des enfants en bas âge, des femmes commerçantes transfrontalières de l'informel au Rwanda : étude de cas des districts de Burera, Huye, Rubavu et Rusizi].

Nores, M. et W.S. Barnett. 2010. « Benefits of early childhood interventions across the world : (Under)Investing in the very young » [Bénéfices des interventions en faveur de la petite enfance à travers le monde : (sous-)investir dans les plus petit-e-s], dans Economics of Education Review, vol. 29 (2), pp. 271-282.

Organisation internationale du Travail (OIT). 2018a. Prendre soin d'autrui : un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève.

OIT. 2018b. Femmes et hommes dans l'économie informelle : un panorama statistique (troisième édition). Genève.

ONU Femmes 2015. Égalité des sexes, développement de l'enfant et création d'emplois : Comment dégager le « triple dividende » de services d'éducation et de protection de la petite enfance. Note de Politique d'ONU Femmes, n° 2.

ONU Femmes. 2018. Traduire les promesses en actions : l'égalité des sexes dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Plumbley, R. 2021. Rapport d'évaluation du projet : lignes directrices sur le développement de la petite enfance pour la garde des enfants dans et autour des marchés en Afrique subsaharienne. WIEGO.

Rogan, M. 2019. Les travailleuse·eur·s de l'informel dans les villes d'Afrique du Sud : un aperçu statistique. Note d'information statistique n° 19 de WIEGO. <https://www.wiego.org/publications/informal-workers-urban-south-africa-statistical-snapshot>

Sabaa, Susan et Dela Quarshie-Twum. 2021. Lignes directrices et normes pour les garderies dans et autour des marchés au Ghana. <https://www.wiego.org/resources/guidelines-and-standards-day-care-centres-and-around-markets-ghana>

Staab, S. et Gerhard, R. 2010. Childcare service expansion in Chile and Mexico: For women or children or both? [Essor des services de garde d'enfants au Chili et au Mexique : pour les femmes, pour les enfants ou pour les deux ?] Gender and Development, document de programme n° 10, UNRISD.

Coopérative Sangini de SEWA. 2022. Assurer la garde d'enfants pour les travailleuses de l'informel pendant la pandémie de COVID-19 en Inde. https://www.wiego.org/sites/default/files/resources/file/Sewa_ShortReport_en.pdf

Spring Impact. 2020. Support Programs for Home-Based Child Care: A Global Study. [Programmes de soutien pour la garde d'enfants à domicile : une étude globale]. https://www.springimpact.org/wp-content/uploads/2021/04/Support-Programs-for-HBCC-A-Global-Study_Full-Report.pdf

Statista. 2023. Nombre de personnes employées dans le secteur informel en Afrique du Sud de 2013 à 2023. <https://www.statista.com/statistics/1296024/number-of-informal-sector-employees-in-south-africa/>

Note d'orientation de WIEGO, UNICEF et l'OIT. Juillet 2021. Politiques favorables à la vie de famille à l'intention des travailleurs de l'économie informelle. <https://www.unicef.org/media/114121/file/FF%20Policies%20in%20Informal%20Economy%20FR%20.pdf>

UNESCO. 2006. Rapport mondial de suivi sur l'EPT, 2007. Un bon départ : éducation et protection de la petite enfance.

UNESCO. 2017. Rapport mondial de suivi sur l'éducation. Rendre des comptes en matière d'éducation : tenir nos engagements.

WIEGO. 2022. La COVID-19 et le travail informel dans 11 villes : les voies de la reprise face à la crise persistante. Résumé. <https://www.wiego.org/fr/publications/la-covid-19-et-le-travail-informel-dans-11-villes-les-voies-de-la-reprise-face-la>



Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation

À propos de WIEGO

Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO, pour son sigle en anglais) est un réseau mondial consacré à promouvoir l'autonomisation des personnes travailleuses démunies –en particulier des femmes– dans l'économie informelle afin de garantir leurs moyens de subsistance. Nous considérons que toutes les personnes qui travaillent doivent avoir les mêmes droits, opportunités économiques et protections, ainsi qu'être en mesure de s'exprimer sur un pied d'égalité. Pour favoriser le changement, WIEGO vise à améliorer les statistiques et élargir les connaissances sur l'économie informelle, à créer des réseaux et renforcer les capacités des organisations des travailleuses et travailleurs de l'informel et, en collaboration avec ces réseaux et organisations, à influencer les politiques locales, nationales et internationales.

Visitez www.wiego.org/fr

